

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

FRANFINANCE SA

Société anonyme au capital de 202 911 984 €
Siège social : Tour Granite, 17 cours Valmy, CS 50318, 92800 Puteaux
719 807 406 R.C.S. Nanterre

Documents comptables approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 26 mai 2026**A. – Comptes sociaux au 31 décembre 2025****I. – Bilan**

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales, CCP		
Créances sur les établissements de crédit (Notes 1 et 27)	4 028 417	3 998 540
Opérations avec la clientèle (Notes 2, 2 bis et 27)	5 956 421	6 157 680
Obligations et autres titres à revenu fixe (Note 3 bis)	755 414	755 496
Participations et autres titres détenus à long terme (Note 3)	7	7
Parts dans les entreprises liées (Note 4)	264 123	319 160
Opérations de crédit-bail et opérations assimilées (Note 5)	281 752	352 936
Opérations de location simple		
Immobilisations incorporelles (Notes 6 et 6 bis)	5 933	6 464
Immobilisations corporelles (Notes 6 et 6 bis)		2
Autres actifs (Note 7)	34 106	37 873
Comptes de régularisation (Note 8)	41 067	42 314
Total actif	11 367 240	11 670 472

Passif	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit (Notes 9 et 28)	10 026 455	10 303 789
Opérations avec la clientèle (Notes 10 et 28)	12 334	11 020
Dettes représentées par un titre (Notes 11 et 28)	0	0
Autres passifs (Note 12)	75 973	80 692
Comptes de régularisation (Note 13)	45 626	50 297
Provisions (Note 14)	170 307	180 323
Capital souscrit (Note 15)	202 912	202 912
Primes d'émission (Note 15)	758 064	758 064
Réserves (Note 15)	9 278	4 532
Subvention d'investissement (Note 15)	218	295
Report à nouveau (Note 15)	246	-16 367
Résultat de l'exercice (+/-) (note 15)	65 826	94 914
Total passif	11 367 240	11 670 472

Hors bilan	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés		
Engagements de financement donnés (Note 16)	1 766 235	1 801 499
Engagements de garantie donnés (Note 16)	113 947	128 095
Engagements sur titres donnés (Note 16)		
Total	1 880 182	1 929 594
Engagements reçus		
Engagements de financement reçus (Note 17)	381 063	375 985
Engagements de garantie reçus (Note 17)	194 976	348 970
Total	576 039	724 955

II. – Compte de résultat 2025

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
+ Intérêts et produits assimilés (Note 18)	503 386	493 804
+ Opérations avec les établissements de crédit	68 386	86 786
+ Opérations avec la clientèle	357 683	335 323
+ Obligations et autres titres à revenu fixe	77 317	71 695
- Intérêts et charges assimilés (Note 18)	-279 672	-284 354
- Opérations avec les établissements de crédit	-279 451	-284 296
- Opérations avec la clientèle	-221	-58
- Obligations et autres titres à revenu fixe		0
+ Produits sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat (Note 19)	206 890	209 193
- Charges sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat (Note 19)	-148 469	-177 894
+ Produits sur opérations de location simple (Note 19)		
- Charges sur opérations de location simple (Note 19)		
+ Revenu des titres à revenu variable (Note 20)	15 044	11 369
+ Commissions : produits (Note 19bis)	80 322	79 224
- Commissions - charges (Note 19bis)	-41 239	-39 356
+ Gains sur opérations financières	3	
- Pertes sur opérations financières		-69
Produits et charges d'exploitation bancaire	336 264	291 916
+ Autres produits d'exploitation (Note 21)	49 742	63 537
- Autres charges d'exploitation (Note 21)	-682	-594
Autres produits et charges ordinaires	49 060	62 943
Produit net bancaire	385 324	354 859
- Charges générales d'exploitation (Note 22)	-156 830	-161 618
- Frais de personnel	-76 446	-75 935
- Autres frais administratifs	-80 384	-85 684
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-2 346	-2 443
Résultat brut d'exploitation	226 148	190 797
+/- Coût du risque (Note 23)	-96 797	-57 078
Résultat d'exploitation	129 351	133 720
+ Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Note 24)	-40 817	-16 363
+/- Résultat ordinaire avant impôt	88 534	117 357
+/- Résultat exceptionnel		
Impôt sur les bénéfices (Note 26)	-22 708	-22 443
+/- Résultat de l'exercice	65 826	94 914

III. – Notes annexes aux comptes sociaux**I. – Information sur le choix des méthodes utilisées**

FRANFINANCE SA est une Société de Financement. Les comptes sociaux de FRANFINANCE SA au 31/12/2025 sont établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux Établissements de crédit et aux Sociétés de Financement définis à l'article L. 511-1 du Code monétaire et financier, telles qu'elles sont prévues par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables, modifié par le règlement ANC n° 2022-06 du 04 novembre 2022, et conformément au règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, mis à jour de l'ensemble des règlements de l'ANC le modifiant.

L'Autorité des Normes Comptables a publié le 7 juillet 2023 le règlement n° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

Ce règlement modifie le règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, en supprimant la notion de transfert de charge au poste « Autres produits d'exploitation bancaire ».

Les impacts au niveau des postes concernés sont : suppression de la technique du transfert de charges dans le cadre de l'immobilisation des coûts salariaux de certains projets informatiques pour 1.815 K€, par la diminution du poste frais de personnel.

Les principes comptables généralement acceptés ont été appliqués, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes ;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue est l'évaluation au coût historique des éléments inscrits en comptabilité.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes de Franfinance S.A. sont consolidés au niveau de SOCIETE GENERALE S.A., n° RCS 552120222 Paris, dont le siège se situe au 29 Boulevard Haussmann - 75009 Paris.

II. – Faits marquants

Portefeuille titres

L'exercice 2025 de Franfinance a été marqué par deux évolutions dans son portefeuille de titres de filiales et participations. La société DISPONIS, filiale détenue antérieurement à 100 % par Franfinance SA, a fait l'objet d'une TUP dans Franfinance SA en date du 12 décembre 2025. Le mali comptable de confusion constaté sur cette opération est de 184 K€, constaté en autres charges d'exploitation non bancaires.

La société Disponis était en gestion extinctive depuis plusieurs années et son activité de financement était résiduelle.

Par ailleurs, la société de droit tunisien KHADAMET, dans laquelle Franfinance SA détenait 89 % à la clôture de l'exercice 2024, et qui était sans activité depuis plusieurs années, a fait l'objet d'une liquidation en date du 07 mars 2025.

Partenariat SGEF SA

En mars 2024, le Groupe SG a annoncé la cession de la ligne métier SGEF à BPCE, avec une date de closing de l'opération le 28/02/2025. Les impacts de cette cession pour Franfinance s'inscrivent dans le cadre des décisions négociées entre les groupes SG et BPCE et déclinées chez Franfinance.

Pour rappel, depuis 2014, Franfinance, dont la partie FAE avait été détachée de la BU SGEF pour rejoindre BDDF, a maintenu des liens opérationnels et financiers avec la ligne métier SGEF.

Dans ce cadre, Franfinance assurait la mise en place et la gestion des opérations de financement apportées par SGEF SA pour ses partenariats internationaux, sous le nom de portefeuille IVD (International Vendor Desk), sous forme de contrats de crédits et de crédit-bail en EUR et en USD logés chez Franfinance.

Ce partenariat s'est poursuivi au cours de l'exercice 2025 jusqu'au closing de l'opération.

Société Générale garantissait ces dossiers, et percevait à ce titre une commission versée par Franfinance.

Par ailleurs, Franfinance versait également une commission d'intermédiation à SGEF SA.

Les actifs IVD cédés par Franfinance à BPCE le 30 avril 2025 s'établissent à 156,1 M€ (148,7 M€ + 8,4 MUSD), calculés sur la base d'une valeur de marché du portefeuille IVD, auquel s'ajoutent différents actifs comptables liés au portefeuille et nets des éléments de risques.

Les passifs apportés étaient constitués d'une part de passifs comptables liés au portefeuille, et d'autre part d'emprunts de montants équivalents à l'actif, et mis en place aux conditions de taux de marché au 28/04/2025, apportés par Franfinance un jour avant la cession, ces emprunts étant remboursés directement par BPCE à la SG le 30/04/2025. Les emprunts historiques ayant servi au refinancement du portefeuille IVD à l'origine ont été remboursés quant à eux par Franfinance à DFIN/ALT le 30/04/2025 incluant le versement d'une soulte de 1.0 M€.

Le fonds commercial cédé a été valorisé par le Groupe à 376.640 € pour Franfinance SA.

Changement de méthode comptable

FRANFINANCE SA n'a pas pratiqué de changement de méthode comptable sur une base volontaire au cours de l'exercice 2025. Les impacts de la première application du règlement ANC n° 2023-03 figurent au paragraphe 1.

III. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

A. – Immobilisations financières et valeurs mobilières

Il a été appliqué pour les valeurs mobilières, les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables, l'instruction 94-07 de la Commission Bancaire ainsi que les prescriptions du Titre 3 au Livre II du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, qui se substitue au règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire. Conformément à ce texte, les titres sont répartis, le cas échéant, en titres d'investissement, de placement ou de transaction. Il n'a pas été transféré de titres d'une catégorie comptable à une autre durant l'exercice 2024.

Les titres de participation et les autres titres immobilisés (parts dans des entreprises liées) ont été enregistrés à leur valeur d'acquisition, à l'exclusion des frais engagés. En fin d'année, les titres sont évalués sur la base de la quote-part d'actif net détenue. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute comptable. Certaines sociétés, en arrêt d'activité, ont été dépréciées en tenant compte également de leurs résultats prévisionnels.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés est estimée au prix d'achat moyen pondéré. Les plus ou moins-values de cession de titres de participation ainsi que les dotations et reprises de dépréciation sont comptabilisées dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

B. – Opérations sur les instruments financiers à terme

Les opérations de couverture, portant sur les instruments financiers, sont enregistrées conformément aux dispositions de l'instruction n° 94-04 de la Commission Bancaire et des prescriptions du Livre 2 au Titre 5 du Règlement 2014-07 modifié de l'Autorité des Normes Comptables.

Aucun engagement relatif à des opérations sur instruments financiers n'est inscrit dans les comptes de hors bilan à la clôture de l'exercice puisque FRANFINANCE ne gère pas de telles opérations sur instruments financiers à terme en 2025.

C. – Immobilisations

La valeur brute des éléments corporels et incorporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les immobilisations corporelles sont en général comptabilisées sous le régime de l'amortissement linéaire avec les durées d'amortissement usuelles.

Immobilisations des études informatiques

Les prestations d'études informatiques réalisées par des entreprises externes et par le personnel sont comptabilisées en frais généraux ou en immobilisations en fonction de la nature des travaux effectués, à savoir :

Frais généraux	Immobilisations
<ul style="list-style-type: none"> • Pilotage / coordination • Etudes préalables et analyse fonctionnelle (conception générale de l'application) 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse organique (conception détaillée) • Développement de l'application • Tests et jeux d'essai (y compris recette et homologation) • Documentations techniques et des utilisateurs

Amortissements des immobilisations

Les amortissements sont calculés sur la durée probable d'utilisation des biens, selon les modes linéaire ou dégressif. Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

- Logiciels : 2 à 4 ans
- Projets informatiques : 3 à 5 ans

Les dotations aux amortissements des immobilisations données en location sont portées dans les charges sur opérations de crédit-bail et LOA ou de location simple, celles des immobilisations d'exploitation sont portées dans les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

Dans les comptes financiers, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable correspond à la réserve latente brute. Cette dernière s'élevait à 113.814 K€ à l'ouverture et à 78.153 K€ au 31/12/2025.

D. – Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées pour leur valeur nominale. Les créances et les dettes rattachées sont évaluées suivant la méthode dite du prorata temporis. En application du Titre 1 au Livre II du règlement ANC n° 2014-07 modifié, les commissions reçues et les coûts marginaux encourus lors de l'octroi d'un crédit sont étalés au prorata du capital restant dû.

L'octroi de crédits à la consommation est réalisé dans le cadre d'un process normé dont le score constitue la pierre angulaire. Les demandes de financement sont instruites via des outils d'acquisition qui collectent des données issues des bases internes et externes (Banque de France, base tiers, détection de fraude, gestion des refus récents...). Le dossier est soumis à un moteur de règles et de calcul de score. Les modèles de score font l'objet d'un monitoring trimestriel.

L'octroi de crédits aux entreprises repose sur des procédures qui varient suivant le montant du crédit consenti. L'acceptation de dossiers supérieurs à 150 K€ est réalisée par un chargé d'études, les dossiers de montants inférieurs sont acceptés à partir d'outils décisionnels experts et d'analyses de bilans par des spécialistes métier.

S'agissant des créances saines de crédits à la consommation, sans attendre qu'un risque de crédit avéré ait individuellement affecté une ou plusieurs créances ou engagements, et afin de fournir une meilleure information au regard de son activité, Franfinance comptabilise une provision pour risque de crédit sur les encours sains non dégradés, à hauteur des pertes de crédit que Franfinance s'attend à subir à l'horizon d'un an.

Les pertes de crédit à un an sont évaluées en prenant en considération les données historiques et la situation présente, ainsi que des scénarios macro-économiques. Le montant de la provision est ainsi égal à la valeur actualisée des pertes de crédit attendues en tenant compte de la probabilité de survenance d'un événement de défaut au cours de l'année qui suit et, le cas échéant, de l'effet des garanties appelées ou susceptibles de l'être.

Par ailleurs, l'identification, au sein d'un portefeuille homogène de crédits à la consommation, d'une dégradation significative du risque de crédit, donne lieu à l'enregistrement d'une provision à hauteur des pertes de crédit que Franfinance s'attend à subir à maturité sur ces encours.

Les pertes de crédit à maturité sont évaluées en prenant en considération les données historiques, la situation présente ainsi que des prévisions raisonnables d'évolution de la conjoncture économique et des facteurs macro-économiques pertinents jusqu'à la maturité des instruments. Le montant de la provision est ainsi égal à la valeur actualisée des pertes de crédit attendues en tenant compte de la probabilité de survenance d'un événement de défaut sur la durée de vie des instruments financiers concernés et, le cas échéant, de l'effet des garanties appelées ou susceptibles de l'être.

Les variations des provisions collectives pour risque de crédit ainsi calculées sont enregistrées en Coût du risque.

Modalités d'identification d'une dégradation significative du risque de crédit

Pour identifier les encours devant faire l'objet d'une provision collective pour risque de crédit, l'augmentation significative du risque de crédit est appréciée en tenant compte de toutes les informations historiques et prospectives disponibles (scores comportementaux, indicateurs de type « loan to value », scénarios de prévisions macro-économiques, etc...).

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit tient compte des critères suivants :

- 1^{er} critère : l'existence d'une restructuration risque dans les 12 derniers mois ;
- 2^e critère : l'évolution de la probabilité de défaut contrat par contrat entre la date d'octroi et la date de clôture ;
- 3^e critère : l'existence d'impayés de plus de 30 jours.

La satisfaction d'un seul de ces critères suffit à provisionner un contrat sur une base collective.

Par application du Titre 2 au Livre II du règlement ANC n° 2014-07 modifié, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses :

- les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :
 - lorsque la contrepartie a plus de 90 jours d'impayés matériels consécutifs ou lorsqu'elle est en période probatoire pendant 90 jours sans impayés
 - lorsqu'il existe une saisine de surendettement
 - lorsque le contrat est restructuré avec un impayé de +30 jours consécutifs durant sa période de surveillance ou en défaut au moment de la restructuration,
 - lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré l'existence d'un risque avéré
 - lorsqu'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie
- lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis. L'identification intervient à la déchéance du terme ou, en matière de crédit-bail et en crédit renouvelable, à la résiliation du contrat.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois verra tous ses dossiers déclassés, en application du principe de la contagion, même si certains ne répondent pas encore aux critères de déclassement. La contagion externe est appliquée sur les encours de l'activité de Financement aux entreprises, pour les clients communs avec les entités du Groupe Société Générale.

Les créances sont dépréciées, le cas échéant, par voie de dépréciation enregistrée en déduction de ces encours pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

En crédit à la consommation, les clients douteux et douteux compromis font l'objet d'une dépréciation par population homogène auxquelles sont appliqués des taux de dépréciation issus d'observations statistiques sur une longue période, pondérés en fonction des tendances récentes. Les montants d'encaissements prévisionnels sont actualisés sur la durée de recouvrement restant à courir au taux moyen initial de production des contrats. Les clients surendettés, dans leur ensemble, sont positionnés en clients douteux et ils font l'objet d'une dépréciation actualisée. Seuls les dossiers qui ne sont pas en contentieux ou surendettement peuvent, après régularisation de leurs impayés générant le déclassement initial,

passer à nouveau en encours sain. Ces derniers dossiers font aussi l'objet d'une actualisation des espérances de récupération.

Le Groupe est astreint aux directives données par l'European Banking Authority (EBA) en matière d'exposition non performante et de crédits restructurés dans le respect des obligations réglementaires et comptables IFRS, en particulier les déclinaisons de la réglementation européenne « Bâle III » ou CRD IV.

Sont dits restructurés les financements dont le montant, la durée ou les modalités financières sont modifiées contractuellement du fait de difficultés financières de l'emprunteur (que ces difficultés soient avérées ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration) dans le but d'assurer la pérennité des paiements.

Le périmètre des crédits restructurés se décline en 3 populations :

- Les encours en défaut au moment de la restructuration : seront mis en période de forçage (période de probation) d'une durée minimale de 12 mois en défaut. La sortie est conditionnée par l'absence d'impayés,
- Les encours en sain restructuré : A l'issue de la période de probation, une période de surveillance est appliquée durant 24 mois. Tout impayé supérieur à 30 jours entraîne un retour en défaut. La sortie est conditionnée par l'absence d'impayés,
- Les encours sains au moment de la restructuration : seront mis en période de surveillance.

Les principes habituels du provisionnement s'appliquent aux crédits restructurés :

- Provisionnement spécifique tant que la contrepartie concernée est maintenue en défaut bâlois (restructuré avec contrepartie en défaut) ;
- Provision base portefeuille pour les contreparties inscrites en Noms sous Surveillance (ou watchlist) après leur retour en sain.

Les provisions « base portefeuille », contrairement aux provisions spécifiques, ne sont pas affectées à une contrepartie mais à un ensemble de contreparties qui ne sont pas en défaut.

Pour les dossiers réaménagés, la société comptabilise les loyers inégaux selon les dispositions de l'avis n° 29 du CSOEC, conduisant à répartir de manière linéaire le produit des loyers sur la durée du contrat.

Les loyers restants dus sont donc étalés sur la durée restante du contrat à la mise en place du réaménagement. Les dossiers concernés sont ceux pour lesquels le réaménagement a modifié le rythme d'amortissement financier du contrat, principalement les renégociations simples ou complètes, les changements de périodicité, de taux, de quantième.

Cette approche conduit à comptabiliser en produit à recevoir une partie des loyers futurs restants à facturer.

Les clients douteux et douteux compromis entreprises sont dépréciés individuellement si la créance est d'un montant supérieur à 15 K€ et dans le cas contraire statistiquement. Les récupérations prévisionnelles sont actualisées au taux moyen de rendement de l'encours des deux dernières années sur une période de recouvrement estimée. Les clients qui ne sont pas en procédures collectives ou qui n'ont pas fait l'objet d'une résiliation de leur contrat peuvent après régularisation de leurs impayés ayant généré le déclassement initial, passer à nouveau en encours sain.

Conformément à l'article 2231-3 du chapitre 3 sur le traitement comptable du risque de crédit dans le règlement ANC n° 2014-07, la reprise de dépréciation liée au passage du temps est comptabilisée en coût net du risque. Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et dépréciés en totalité pour la partie non encaissée.

Les créances sont inscrites en pertes dès que leur caractère irrécouvrable est prononcé. Celui-ci peut être déclaré dès lors qu'il est devenu impossible d'instrumenter le débiteur. Dans tous les cas, ce constat est formalisé pour chaque créance.

E. – Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

F. – Frais de personnel

La rubrique Frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel. Elle y intègre le montant de la participation des salariés et l'intéressement se rattachant à l'exercice.

Tout salarié (ainsi que le salarié qui a quitté l'entreprise mais qui bénéficie au titre de l'exercice concerné du droit à participation et intéressement) pourra, dans les quinze jours suivant la communication afférente, affecter tout ou partie de la part de participation et d'intéressement lui revenant au Plan d'Epargne Groupe. Le versement entraîne adhésion au règlement du plan concerné. Il est complété par un abondement de FRANFINANCE conformément au règlement du Plan d'Epargne Groupe. Les montants investis dans le plan sont bloqués pendant cinq ans, sauf survenance d'un cas de déblocage anticipé, et sont exonérés d'impôt sur le revenu dans la limite d'un montant égal à la moitié du plafond annuel de la sécurité sociale.

FRANFINANCE accorde également à ses salariés :

- des avantages postérieurs à l'emploi, tels que le régime de retraite national AGIRC-ARRCO à cotisations définies (dont le régime fonctionne par répartition) et des indemnités de fin de contrat de travail,
- des avantages à long terme, tels que les médailles du travail.

Avantages postérieurs à l'emploi

Les cotisations définies versées par FRANFINANCE au titre de l'assurance vieillesse obligatoire et des régimes de retraite nationaux constituent des charges de l'exercice.

Une provision est enregistrée au passif du bilan en Provisions pour risques et charges pour couvrir les indemnités de fin de contrat de travail. Elle est évaluée régulièrement par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. FRANFINANCE applique la recommandation de l'ANC 2013-02 qui permet à une entreprise faisant partie d'un groupe établissant ses comptes consolidés en IFRS d'évaluer et de comptabiliser les avantages postérieurs à l'emploi de manière similaire à la norme IAS 19 Révisée. La recommandation ANC 2013-02 révisée offre la possibilité d'étaler l'engagement sur la période qui précède l'âge de départ en retraite, permettant d'atteindre le plafond, méthode que FRANFINANCE a décidé d'appliquer pour la première fois lors de l'exercice 2021.

Avantages à long terme

Une provision est enregistrée au passif du bilan en Provisions pour risques et charges pour couvrir les médailles du travail, elle est évaluée avec la même méthode des unités de crédit projetées.

G. – Conversion des opérations en devises

Les opérations au bilan et au hors bilan, libellées en devises, sont converties au cours de clôture communiqué par la Banque de France. Le compte de résultat est converti sur la base de la moyenne mensuelle des cours.

H. – Impôt sur les sociétés

Franfinance fait partie d'une intégration fiscale dont la société mère est la Société Générale (art 223 A à U du CGI). La convention d'intégration fiscale retenue est la convention de neutralité. Cela signifie qu'en matière d'impôt sur les sociétés, ainsi que de contribution additionnelle et de contribution sociale sur les bénéfices, l'impôt est déterminé par Franfinance comme en l'absence d'intégration fiscale.

Les montants ainsi calculés, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, sont dus à la société mère. La convention d'intégration fiscale retient la conception selon laquelle les économies d'impôts réalisées par le groupe grâce aux déficits, sont allouées immédiatement aux sociétés intégrées déficitaires.

Franfinance est entrée le 01/01/95 dans le périmètre d'intégration fiscale de la Société Générale.

Le produit ou la charge d'intégration fiscale est constaté au titre dudit exercice.

Depuis l'exercice 2022, la loi portant modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés a porté le taux normal de l'IS à 25 %, pour les entreprises ayant réalisé un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 10 M€.

Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires d'au moins 7,63 M€ et dont l'IS dépasse 763 K€ sont également redevables de la contribution sociale qui représente 3,3 % de l'IS dû.

I. – Provisions pour risques

Par application du règlement ANC n° 2014-03, qui définit un passif, un passif éventuel et une provision, et qui prescrit leur comptabilisation, une provision est comptabilisée pour des risques et charges nettement précisées quant à leur objet, si :

- à la date de clôture l'entité a une obligation à l'égard d'un tiers,
 - il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci après la date de clôture
- Les provisions liées aux engagements envers le personnel sont décrites au paragraphe : Frais de personnel.

J. – Rémunération des dirigeants

Le montant global des rémunérations allouées, au titre de l'exercice, à l'ensemble des membres des organes de direction à raison de leurs fonctions s'élève à 962 K€.

Le montant des jetons de présence versés au titre de 2025 à un administrateur indépendant du conseil d'administration est de 5 K€. Aucune avance, ni crédit n'a été consenti aux membres des organes de direction et d'administration.

K. – L'opération de titrisation FCT Red and Black Consumer Finance 2013

L'opération, lancée le 08 octobre 2013, puis renouvelée en septembre 2016, en octobre 2020 et enfin en octobre 2024, pour quatre années, consiste à céder des créances à un Fond Commun de Titrisation (FCT) spécifiquement créé à cet effet et émettant des titres de différentes natures :

- des parts dites « senior » pour un montant de 2.600 M€, disposant de meilleur rang d'allocation des disponibilités du FCT et notées AAA par au moins deux agences de notation. Elles sont souscrites par SGPM et paient un coupon à taux fixe de 1 %,
- des parts dites « junior » pour un montant de 755 M€, souscrites par Franfinance,
- deux parts résiduelles pour un montant de 300 €, également souscrites par Franfinance, qui ont pour vocation d'attribuer au cédant la marge sur l'encours cédé.

Les fonds reçus consécutivement à la cession des créances au FCT sont replacés auprès de la Société Générale.

De ce fait, Franfinance conserve l'intégralité des refinancements mis en place avant la titrisation dans le cadre de l'adossement de la production.

La titrisation porte sur le portefeuille de crédits classiques Espresso dont les règles d'éligibilité doivent rendre possible l'opération à un maximum de créances tout en respectant les exigences réglementaires et la notation AAA de la tranche « senior ».

Le rechargement, mensuel le 20 de chaque mois, s'étale pendant 48 mois.

Il est prévu durant cette période un processus de rachat de contrats au FCT pour les créances ne respectant plus les critères d'éligibilité ou passant en défaut (i.e. passage au contentieux ou en saisine de surendettement).

L'opération de titrisation est qualifiée d'interne autoportée, car le groupe Société Générale détient tout le refinancement du véhicule de titrisation.

Le montant du portefeuille titrisé à la clôture 2025 est de 3,355 Md €.

IV. – Evénements postérieurs à la clôture

L'escalade récente du conflit au Moyen-Orient intervenue à compter du 28 février 2026 constitue un événement postérieur à la clôture sans incidence sur les comptes individuels. A date, aucun impact significatif pour la société Franfinance n'a été identifié, étant précisé que le niveau d'incertitude sur les conséquences directes et indirectes du conflit demeure élevé.

Note 1. – Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Créances à vue	121 261	113 609
Créances à terme (1)	3 888 658	3 861 963
Créances rattachées	18 497	22 968
Total	4 028 417	3 998 540

(1) Prêts auprès de la SOCIETE GENERALE pour 3 888 658 K€ au 31/12/2025

Note 2. – Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros.)	2025			2024		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Autres concours à la clientèle :	6 287 066	-331 448	5 955 619	6 518 935	-362 114	6 156 821
Crédits de trésorerie	5 486 190		5 486 190	5 637 271		5 637 271
Crédits à l'équipement	100 543		100 543	109 860		109 860
Créances rattachées	26 460		26 460	25 070		25 070
Créances douteuses (1)	338 051	-111 910	226 140	365 531	-120 554	244 977
Créances douteuses compromises	335 823	-219 537	116 286	381 203	-241 560	139 643
Comptes ordinaires débiteurs	802	0	802	859	0	859
Comptes ordinaires débiteurs	802		802	859		859
Créances rattachées			0			0
Total	6 287 868	-331 448	5 956 421	6 519 794	-362 114	6 157 680

(1) Incluant les saisines de surendettement et les impayés depuis plus de 2 mois

Note 2 bis. – Dépréciations des créances douteuses sur la clientèle

(En milliers d'euros.)	2024	Dotations	Reprises	2025
Créances douteuses (1)	120 554	102 915	-111 559	111 910
Créances douteuses compromises(2)	241 560	206 150	-228 173	219 537
Total	362 114	309 065	-339 732	331 448

(1) Le montant des pertes constatées au titre de l'exercice 2025 s'élève à 132 675 K€ contre 84 992 K€ en 2024

(2) La dépréciation calculée sur base individuelle s'élève à 6 253 K€ au 31/12/2025 contre 3 345 K€ en 2024 et ne concerne que les crédits à l'équipement de l'activité entreprises.

Note 3. – Participations

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Etablissements de crédit (1)	0	0
Autres	7	7
Total brut	7	7
Dépréciations	0	0
Total net	7	7

Note 3 bis. – Obligations et autres titres à revenu fixe

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Parts Junior du FCT Red & Black Consumer Finance 2013	755 000	755 000
Créances rattachées	414	496
Total	755 414	755 496

Note 4. – Parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Parts dans des sociétés financières (1)	5 518	24 016
Parts dans des sociétés commerciales	321 083	323 776
Total brut	326 601	347 792
Dépréciations (2)	62 478	28 632
Total net	264 123	319 160

(1) TUP de la société Disponis dans Franfinance en décembre 2025 pour 18.498 K€

(2) Dont dépréciation sur titres CEGLEASE pour 60.166 K€ après dotation de 40.567 K€ en 2025

Note 5. – Opérations de crédit-bail et de location assimilées

(En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2024	Acquisitions et autres	Cessions et autres variations	Brut 31/12/2025	Amortissements et dépréciations	Valeur nette comptable 31/12/2025
Crédit bail mobilier et LOA	921 115	286 357	-494 841	712 632	-452 218	260 413
Créances rattachées	7 137		-2 897	4 240		4 240
Créances douteuses	29 300		-1 311	27 989	-12 884	15 105
Créances douteuses compromises	11 717	454		12 171	-10 177	1 994
Total	969 269	286 811	-499 049	757 031	-475 279	281 752

Note 5. – Amortissements et dépréciations sur opérations de crédit-bail et de location assimilées

(En milliers d'euros.)	Amortissements et dépréciations 31/12/2024	Dotations amortissements		Dotations aux dépréciations	Reprises amortissements et dépréciations	Amortissements et dépréciations 31/12/2025
		Linéaires	Dégressives			
Crédit bail mobilier et LOA	595 110		138 030		-280 922	452 218
Dépréciation des immobilisations temporairement non louées						
Créances douteuses	11 489			12 884	-11 489	12 884
Créances douteuses compromises (1)	9 733			10 177	-9 733	10 177
Total (2)	616 332	0	138 030	23 060	-302 143	475 279

(1) Le montant des pertes constatées au titre de l'exercice 2025 s'élève à 6 253 K€ contre 3 903 K€ au 31/12/2024

Note 6. – Immobilisations incorporelles et corporelles

(En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2024	Acquisitions	Cessions	Brut 31/12/2025	Amortissements	Valeur nette comptable 31/12/2025
Immobilisations incorporelles	44 185	14 205	-12 390	46 000	-40 067	5 933
Immobilisations corporelles	24		-24	0	0	0
Total	44 209	14 205	-12 414	46 000	-40 067	5 933

Le fonds commercial IVD a été cédé à BPCE dans le cadre de l'opération de cession de la ligne métier SGEF pour un montant de 367 K€, comme indiqué dans les faits marquants de l'exercice.

Note 6 bis. – Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

(En milliers d'euros.)	Amortissements 31/12/2024	Dotations	Reprises	Amortissements 31/12/2025
Immobilisations incorporelles	37 721	2 346		40 067
Immobilisations corporelles	22		-22	0
Total	37 743	2 346	-22	40 067

Note 7. – Autres actifs

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Fournisseurs	20	70
Etat, impôts et taxes	168	1 983
Groupe et associés	8 923	11 308
Débiteurs divers (1)	24 995	24 512
Total	34 106	37 873

(1) Dont 16.775 K€ de dépôt de garantie versé au FCT Red & Black Consumer Finance 2013

Note 8. – Comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Produits à recevoir (1)	25 477	36 210
Charges constatées d'avance et divers	15 590	6 103
Total	41 067	42 314

(1) Dont 22 713 K€ en 2025 contre 23 279 K€ en 2024 avec le tiers SOGECAP - Assurances Groupe

Note 9. – Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Dettes à vue	112 461	121 175
Dettes à terme (1)	9 864 091	10 129 528
Dettes rattachées	49 903	53 086
Total	10 026 455	10 303 789
(1) Emprunts auprès de la SOCIETE GENERALE pour 9 864 091 K€ au 31/12/2025		

Note 10. – Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Autres dettes à vue	12 334	11 020
Autres dettes à terme	0	0
Dettes rattachées	0	0
Total	12 334	11 020

Note 11. – Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Titres de marché interbancaire et titres de créances négociables	0	0
Dettes rattachées		
Total	0	0

Note 12. – Autres passifs

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Dettes Fournisseurs hors groupe	4 919	9 962
Fournisseurs, effets à payer	0	0
Etat, impôts et taxes	9 817	9 908
Organismes sociaux	2 566	2 521
Dépôts de garantie (1)	6	1 083
Assurances (2)	10 726	15 481
Groupe et associés	30 745	25 022
Créditeurs divers (3)	11 518	11 481
Personnel	5 676	5 234
Total	75 973	80 692
(1) Dépôt de garantie CB		
(2) Dont en 2025, 10 073 K€ avec des tiers Groupe SG - Sogecap, Sogessur, Antarius		
(3) Dont en 2025, 6 850 K€ au titre des parts résiduelles du FCT Red&Black Consumer Finance 2013		

Note 13. – Comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Produits constatés d'avance	15 644	17 467
Charges à payer frais généraux	11 911	12 423
Provision pour congés payés	4 301	4 252
Provisions pour charge de personnel (1)	5 474	5 133
Provision pour participation et intéressement	3 000	2 603
Divers	5 296	8 421
Total	45 626	50 297
(1) dont 2.577 K€ de provisions rémunérations variables et 2.897 K€ pour le Compte Epargne Temps au 31/12/2025		

Note 14. – Provisions

(En milliers d'euros.)	2024	Dotations	Reprises	2025
Provisions pour avantages sociaux (1)	6 895	419	-576	6 738
Provisions sur encours sains	164 006	154 466	-164 006	154 466
Autres provisions	9 423	8 662	-8 981	9 103
Total	180 323	163 547	-173 563	170 307

(1) Les provisions pour avantages sociaux intègrent :

- une provision de 5 104 K€ au 31/12/2025 contre 5 176 K€ au 31/12/2024 pour couvrir les indemnités de fin de carrière.

- une provision de 1 633 K€ au 31/12/2025 contre 1 719 K€ au 31/12/2024 pour couvrir les médailles du travail.

Les provisions ont été évaluées par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées :

- pour les médailles du travail, le taux d'actualisation retenu est de 3,38 % contre 3,18 % en 2024

- pour les indemnités de fin de carrière, le taux d'actualisation retenu sur la France est de 3,53 % contre 3,25 % en 2024

Note 15. – Les capitaux propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	Résultat de l'exercice	Affectation du résultat (3)	Autres variations	31/12/2025
Capital (1)	202 912				202 912
Primes d'émission	758 064				758 064
Réserve légale (2)	4 532		4 746		9 278
Réserves réglementées	0				0
Réserves ordinaires	0				0
Subvention d'investissement	295			-76	218
Report à nouveau (2)	-16 367		16 613		246
Résultat (3)	94 914	65 826	-94 914		65 826
Total	1 044 350	65 826	-73 555	-76	1 036 544

(1) Le capital social de FRANFINANCE, composé de 12 681 999 actions de nominal 16 €, est détenu par :

* SG Financial Services Holding à hauteur 1 959 608 actions, soit 15,45 %

* Société Générale à hauteur de 10 722 277 actions, soit 84,54 %

* Des actionnaires personnes physiques pour 114 actions

(2) Les variations de la réserve légale et du report à nouveau proviennent de l'affectation du résultat 2024

(3) L'AG du 26/05/2025 a décidé de distribuer un dividende de 5,80 € par action soit 73 556 K€.

Proposition d'affectation du résultat 2025

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	Proposition d'affectation du résultat 2025	Solde après affectation du résultat
Capital	202 912		202 912
Primes d'émission	758 064		758 064
Réserve légale (1)	9 278	3 291	12 569
Réserves ordinaires	0		0
Report à nouveau (1)	246	392	638
Résultat (2)	65 826	-65 826	0
Total	1 036 326	-62 142	974 184

(1)(2) La proposition d'affectation du résultat 2025 consiste en une distribution de dividende à hauteur de 4.90 € par action, après dotation à la réserve légale, soit 62 142 K€, ce qui portera le Report à nouveau à 638 K€.

Note 16. – Engagements donnés

Catégories d'engagements (En milliers d'euros.)	Au profit de				Autres	Total 31/12/2025
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres Entreprises Liées		
Engagements de financement						
Engagements en faveur de la clientèle :						
- Engagements sur opérations de crédit	0	0	0	0	1 761 164	1 761 164
- Engagements sur opérations de CB	0	0	0	0	5 071	5 071
Engagements de garantie						
En faveur d'établissements de crédit :						
- Engagements sur opérations de crédit	0	0	0	0		0
- Engagements sur opérations de CB (1)	0	0	0	0	113 947	113 947
Engagements sur titres :	0	0	0	0		0
Total	0	0	0	0	1 880 182	1 880 182

(1) Engagements donnés en faveur de La Banque Postale Leasing & Factoring, dont 6 624 K€ d'engagements douteux

Durée restant à courir (En milliers d'euros.)	Moins d'1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Engagements de financement	1 766 235			1 766 235
Engagements de garantie	39 983	71 933	2 031	113 947
Engagements sur titres				0
Total	1 806 218	71 933	2 031	1 880 182

Note 17. – Engagements reçus

Catégories d'engagements (En milliers d'euros.)	Accordés par				Autres	Total 31/12/2025
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées		
Engagements de financement (1)	0	0	0	381 063	0	381 063
Engagements de garantie : (2)						
- Garanties reçues sur les opérations de CB	0	0	0	7 244	0	7 244
- Garanties autres	0	0	0	39 540	148 192	187 732
Total	0	0	0	427 847	148 192	576 039

(1) Dont accord de refinancement de SOCIETE GENERALE pour 356 M€ pour couvrir le coefficient de liquidité ACPR

(2) Dont : 7 244 K€ de garanties du Fonds d'Investissement Européen dans le cadre du projet COSME et 148 192 K€ de garanties reçues d'OSEO sur les encours de crédits étudiants

Durée restant à courir (En milliers d'euros.)	Moins d'1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Engagements de financement	371 201	9 862		381 063
Engagements de garantie	44 072	127 487	23 417	194 976
Total	415 273	137 349	23 417	576 039

Note 18. – Produits et charges d'intérêts

Etablissements de crédits (En milliers d'euros.)	2025	2024
Opérations avec les banques centrales, les Comptes chèques Postaux et les établissements de crédit	68 386	86 786
Total des produits	68 386	86 786
Opérations avec les banques centrales, les Comptes chèques Postaux et les établissements de crédit (1)	-279 451	-284 296
Titres et valeurs donnés en pension		
Total des charges	-279 451	-284 296

(1) Dont intérêts courus à payer en 2025 : 49 903 K€

Opérations avec la clientèle (En milliers d'euros.)	2025	2024
Concours à la clientèle (2)	357 683	335 323
Total des produits	357 683	335 323
Intérêts sur emprunts clientèle non financière	-221	-58
Total des charges	-221	-58
<i>(2) Dont intérêts courus à recevoir en 2025 : 9 031 K€</i>		
Obligations et titres à revenu fixe (En milliers d'euros.)	2025	2024
Parts junior	77 317	71 695
Total des produits	77 317	71 695
Obligations et titres à revenu fixe (En milliers d'euros.)	2025	2024
TCN émis	0	0
Total des charges	0	0
Total des produits	503 386	493 804
Total des charges	-279 672	-284 354
Produits nets d'intérêt	223 714	209 449

Note 19. – Produits et charges sur opérations de crédit-bail et de location simple

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Crédit-bail mobilier et assimilé	206 890	209 193
Location simple		
Total des produits	206 890	209 193
(En milliers d'euros.)	2025	2024
Crédit-bail mobilier et assimilé	-148 469	-177 894
Location simple		
Total des charges	-148 469	-177 894
Produits nets sur opérations de crédit-bail et location simple	58 421	31 299

Note 19 bis. – Commissions

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Produits	80 322	79 224
Charges (1)	-41 239	-39 356
Produits nets des commissions	39 083	39 867
<i>(1) Dont 1 754 K€ de commissions versées en 2025 à SG et SGEF dans le cadre de la convention Vendor Desk contre 2 528 K€ en 2024.</i>		

Note 20. – Ventilation des revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Revenus sur titres de participations et titres détenus à long terme :		
- dividendes reçus de FENWICK LEASE	13 260	7 310
- dividendes reçus de CONCILIAN	531	0
- dividendes reçus de la FRANFINANCE LA REUNION	552	644
- dividendes reçus de CFCS	701	545
- dividendes reçus de CEGELEASE	0	2 800
- dividendes reçus d'EUROFARMAT	0	70
Total	15 044	11 369

Note 21. – Autres produits et charges d'exploitation

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Refacturations à SGEF SA	658	1 136
Refacturations à STAR LEASE	2 202	2 572
Refacturations à SOGELEASE	5 719	4 967
Refacturations à FENWICK LEASE	1 475	1 688
Refacturations à SOCIETE GENERALE	5 067	4 502
Refacturations à FRANFINANCE LOCATION	21 615	18 593
Refacturations à LA BANQUE POSTALE FINANCEMENT	7 403	7 451
Boni de confusion SAGEMCOM LEASE	0	14 950
Autres produits	5 602	7 676
Sous-total produits	49 742	63 536
Autres charges	-682	-594
Autres produits nets d'exploitation	49 060	62 942

Note 22. – Charges générales d'exploitation

Frais de personnel (En milliers d'euros.)	2025	2024
Rémunération du personnel	-45 709	-46 100
Charges sociales et fiscales (1)	-28 750	-27 223
Participation et Intéressement	-1 987	-2 611
Total	-76 446	-75 935

(1) Le montant des cotisations définies versées au titre de l'assurance vieillesse obligatoire et des régimes de retraite nationaux s'élève à 8 364 K€ en 2025 contre 8 137 K€ en 2024. Le montant de la reprise de provision pour indemnité de retraite est de 342 K€ en 2025 contre 135 K€ en 2024.

Autres frais administratifs	2025	2024
Impôts et taxes	-6 477	-2 381
Locations et charges locatives	-618	-535
Honoraires	-9 197	-11 821
Affranchissement, téléphone	-3 472	-5 365
Taxe sur le chiffre d'affaires non récupérable	-11 869	-10 476
Refacturation groupe (2)	-51 734	-61 476
Frais de publicités, missions et réceptions	-1 876	-1 925
Frais de gestion bases de données risque et recouvrement	-3 720	-3 367
Autres frais administratifs	-1 576	-1 601
Charges d'exploitation refacturées	10 155	13 264
Total	-80 383	-85 684

(2) Dont 42,1 M€ refacturés par FRANFINANCE LOCATION en 2025 contre 50,1 M€ en 2024.

Note 23. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	2025		2024	
	Sur créances	SI/ opérations hors bilan	Sur créances	SI/ opérations hors bilan
Pertes sur créances clientèle	-138 928		-88 895	
Dotations aux dépréciations sur clients				
- sur créances compromises clientèle	-206 121		-224 424	
- sur créances non compromises clientèle	-135 357	-2 575	-134 135	-2 005
Reprises de dépréciations				
- sur créances compromises clientèle (1)	166 868		219 656	
- sur créances non compromises clientèle (1)	112 875	2 005	123 582	1 186
Dotations sur encours sains (B1/B2)	-140 451	-14 015	-149 367	-14 638
Reprises encours sains (B1/B2)	149 367	14 638	159 734	14 748
Récupérations sur créances amorties	94 896		37 479	
Total coût du risque	-96 851	53	-56 370	-708

(1) Conformément au livret II - Titre 2 - art 2231-3 du règlement 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, la reprise de dépréciation liée au passage du temps a été comptabilisée en coût du risque pour 5,7 M€ en 2025 contre 5,8 M€ en 2024.

Note 24. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Dépréciations sur immobilisations financières :	-40 080	-16 363
- Dotations aux dépréciations (1)	-41 379	-16 672
- Reprises de dépréciations (2)	1 299	309
Plus et moins-values de cessions :	-737	0
- Moins-values sur immobilisations financières (2)	-1 299	0
- Plus-values sur immobilisations corporelles	187	
- Plus-values sur immobilisations incorporelles	374	
Total	-40 817	-16 363

(1) Dotation aux dépréciations des titres CEGELELEASE pour 40.567 K€ et CFCS pour 812 K€ en 2025. En 2024, dotation aux dépréciations des titres CEGELELEASE pour 16 017 K€ et Disponis pour 655 K€.

(2) Liquidation de la société KHADAMET en 2025, titres antérieurement dépréciés à 100 %.

Note 25. – Produits et charges exceptionnels

Néant.

Note 26. – Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Charge fiscale courante	22 708	22 443
Prov risques & charges contrôle fiscal		
Charge d'impôt différée		
Total	22 708	22 443

La société est intégrée fiscalement dans le groupe Société Générale. Son résultat après IS est de 65.826 K€.

Du fait de l'intégration fiscale et d'une régularisation d'IS de 1 010 K€ au titre de 2023, une créance d'impôt de 22 708 K€ envers la société mère a été comptabilisée au bilan par contrepartie du résultat.

Répartition (En milliers d'euros.)	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	88 534	22 708	65 826
Résultat exceptionnel		0	0
Total	88 534	22 708	65 826

Le taux normal d'IS en 2025 est de 25,0 % auquel s'ajoute la contribution sociale de 3,3 %

Le taux théorique d'impôt sur l'activité en France ressort à 25,83 % en 2025

Note 27. – Emplois ventilés selon la durée restant à courir

Emplois (En milliers d'euros.)	De 0 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Créances sur les établissements de crédit :	743 452	51 035	2 283 102	950 828	0	4 028 417
- A vue	118 128					118 128
- A terme	0					0
- Créances rattachées	625 323	51 035	2 283 102	950 828		3 910 288
Créances sur la clientèle :	632 965	1 586 828	3 329 424	407 204	0	5 956 421
Créances commerciales						
- Autres concours à la clientèle	632 439	1 586 828	3 329 424	407 204		5 955 894
- Comptes ordinaires débiteurs	526					526
Total	1 376 417	1 637 863	5 612 526	1 358 032	0	9 984 837

Note 28. – Ressources ventilées selon la durée restant à courir

Ressources (En milliers d'euros.)	De 0 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit :	1 165 982	2 530 749	5 627 630	702 094	0	10 026 455
- A vue	112 354	107	0	0	0	112 461
- A terme	1 018 210	2 516 157	5 627 630	702 094	0	9 864 091
- Dettes rattachées	35 418	14 484	0	0	0	49 903
Comptes créditeurs de la clientèle :	4 578	1 367	6 389	0	0	12 334
- A vue	4 127	18	96	0	0	4 240
- A terme	0	0	0	0	0	0
- Dettes rattachées	452	1 349	6 294	0	0	8 094
Dettes représentées par un titre :						0
Total	1 170 560	2 532 115	5 634 020	702 094	0	10 038 789

Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

Emplois (En milliers d'euros.)	Entreprises liées	Entreprises avec un lien de participation
Créances sur les sociétés financières		
Créances sur la clientèle		
Total	0	0

Ressources (En milliers d'euros.)	Entreprises liées	Entreprises avec un lien de participation
Dettes envers les sociétés commerciales		
Dettes envers les sociétés financières		
Comptes créditeurs de la clientèle		
Total	0	0

Hors bilan (En milliers d'euros.)	Entreprises liées	Entreprises avec un lien de participation
Engagements reçus		
Engagements donnés		
Total	0	0

Les transactions réalisées avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché et ne sont donc pas reprises dans cette note.

Tableau des filiales et participations (En milliers d'euros.)

Informations financières / Filiales et participations	Capital	Capitaux propres autres que capital et avant affectation des résultats	Quote part du capital détenu (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus	
				Brute	Nette
Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de FRANFINANCE SA					
1. Filiales (détenues à plus de 50 %)					
FRANFINANCE LA REUNION 1, avenue du 14 juillet 1789 CS 51032 - 97829 Le Port	3 450	1 865	100,00 %	5 518	5 518
FRANFINANCE LOCATION SASU 17 Cours Valmy CS 50318 - 92800 PUTEAUX	23 088	255 922	100,00 %	224 357	224 357
FENWICK LEASE SAS 17 Cours Valmy CS 50318 - 92800 PUTEAUX	5 100	82 844	100,00 %	10 311	10 311
CFC SERVICES SASU 17 Cours Valmy CS 50318 - 92800 PUTEAUX	1 780	199	100,00 %	3 636	1 693
CEGELEASE 1 allée du Progrès - AREAS - 59320 ENGLOS	10 000	15 533	100,00 %	82 199	25 533
EUROFARMAT 1 allée du Progrès - AREAS - 59320 ENGLOS	37	188	100,00 %	211	211
A. Total des filiales				326 232	267 623
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %)					

CONCILIAN SAS 69 Avenue de Flandre - 59700 MARCQ EN BAROEUL	15	2	49,00 %	7	7
B. Total des participations				7	7
A+B. Total filiales et participations				326 239	267 630
Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur d'inventaire n'excède pas 1 % du capital de FRANFINANCE SA					
1. Participations non reprises au §B					
a. Filiales étrangères					
TASSHIL S.A. 68, Avenue Farhat Hached - 1001 TUNIS	81		34,98 %	369	0

Informations financières / Filiales et participations	Montant net des prêts et avances consentis par la société	Montant des engagements donnés par la société	PNB ou Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de FRANFINANCE SA						
1. Filiales (détenues à plus de 50 %)						
FRANFINANCE LA REUNION 1, avenue du 14 juillet 1789 CS 51032 - 97829 Le Port	0	0	2 626	916	552	
FRANFINANCE LOCATION SASU 17 Cours Valmy CS 50318 - 92800 PUTEAUX	0	0	868 452	-9 275	0	
FENWICK LEASE SAS 17 Cours Valmy CS 50318 - 92800 PUTEAUX	0	0	110 522	13 788	13 260	
CFC SERVICES SASU 17 Cours Valmy CS 50318 - 92800 PUTEAUX	0	0	2 842	-240	701	
CEGELEASE 1 allée du Progrès - AREAS - 59320 ENGLOS	38 315	0	343 679	-4	0	
EUROFARMAT 1 allée du Progrès - AREAS - 59320 ENGLOS	0	0	1 569	246	0	
A. Total des filiales	38 315	0			14 513	
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %)						
CONCILIAN SAS 69 Avenue de Flandre - 59700 MARCQ EN BAROEUL	0	0	31 181	1 513	531	
B. Total des participations	0	0			531	
A+B. Total filiales et participations	38 315	0			15 044	
Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur d'inventaire n'excède pas 1 % du capital de FRANFINANCE SA						
1. Participations non reprises au §B						
a. Filiales étrangères						
TASSHIL S.A. 68, Avenue Farhat Hached - 1001 TUNIS	0	0	0	0	0	

Les montants présentés sont ceux au 31/12/2018

Effectif moyen au 31/12/25

Catégories de salariés	2024		2025	
	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	519	63	542	49
Agents de maîtrise	271	6	268	
Techniciens	45		28	7
Total	835	69	838	56

IV. – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes sociaux au 31 décembre 2025 tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale arrête le résultat net après impôt à	65 825 703,88 €
Augmenté du report à nouveau créditeur de	245 708,97 €
Le montant à répartir est de	66 071 412,85 €

L'Assemblée Générale déclare, conformément à l'article 223 quater du Code Général des Impôts, que les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 prennent en charge une somme de 337 802,95 €, correspondant à des dépenses et charges non déductibles fiscalement visées par l'article 39,4 du même Code. L'impôt supporté en raison desdites dépenses et charges s'élève à 87 254,50 €.

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Franfinance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels " du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe " I. INFORMATION SUR LE CHOIX DES METHODES UTILISEES " au sein de l'annexe des comptes annuels qui expose les incidences de la première application du règlement ANC n° 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise
relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 28 avril 2026
KPMG SA
Nicolas DE LUZE
Associé

Neuilly-sur-Seine, le 28 avril 2026
PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT
Amel HARDY-BEN BDIRA
Associée

Mathieu GICQUEL
Directeur

B. – Comptes consolidés au 31 décembre 2025**I. – Bilan consolidé**

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux	1	1
Créances sur les établissements de crédit (Notes 3 et 10)	4 588 517	4 617 411
Créances sur la clientèle (Notes 4 et 10)	9 173 878	9 391 713
Opérations de crédit-bail et location assimilées (Note 5)	2 135 210	2 503 488
Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme (Note 6)	1 912	2 724
Participations dans les entreprises mises en équivalence	0	0
Immobilisations incorporelles (Note 7)	28 405	32 400
Immobilisations corporelles (Note 7)	571	830
Autres actifs (Note 8)	50 380	58 705
Comptes de régularisation (Note 9)	89 331	88 376
Ecart d'acquisition (Note 16)	0	37 067
Total	16 068 205	16 732 715

Passif	31/12/2025	31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit (Notes 11 et 19)	11 646 590	12 140 072
Comptes créditeurs de la clientèle (Notes 12 et 19)	8 342	8 783
Dettes représentées par un titre (Notes 13 et 19)	2 600 712	2 600 854
Autres passifs (Note 14)	97 744	166 201
Comptes de régularisation (Note 15)	242 718	274 708
Ecart d'acquisition (Note 16)		
Provisions (Note 17)	207 004	216 446
Intérêts minoritaires		
Dettes subordonnées		
Capitaux propres part du groupe (Note 18)		
- Capital souscrit	202 912	202 912
- Primes d'émission	758 064	758 064
- Réserves consolidées et autres	290 594	317 251
- Résultat de l'exercice (+/-)	13 525	47 424
Total	16 068 205	16 732 715

Hors bilan consolidé	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés		
Engagements de financement donnés (Note 20)	1 771 902	1 818 049
Engagements de garantie donnés (Note 20)	113 947	128 095
Engagements sur titres à livrer (Note 20)		
Total	1 885 849	1 946 144
Engagements reçus		
Engagements de financement reçus (Note 20)	381 063	377 751
Engagements de garantie reçus (Note 20)	200 386	438 878
Total	581 449	816 629

II. – Compte de résultats consolidés 2025

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés (Note 22)	596 457	575 794
+ Opérations avec les établissements de crédit	77 223	96 153
+ Opérations avec la clientèle	519 234	479 641
+ Autres intérêts et produits assimilés		
Intérêts et charges assimilées (Note 22)	-361 511	-355 028

- Opérations avec les établissements de crédit	-328 535	-332 638
- Opérations avec la clientèle	-6 976	-5 597
- Obligations et titres à revenu fixe		
- Autres charges sur dettes représentées par des titres	-26 000	-16 793
Produits nets sur opérations de crédit bail et de location (Note 23)	130 518	130 762
Revenus des titres à revenu variable (Note 6)	1 232	615
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	366 696	352 143
Produits des commissions (Note 24)	85 716	85 410
Charges des commissions (Note 24)	-38 724	-38 196
Produits sur opérations de change	-9	-48
Autres produits d'exploitation bancaire (Note 25)	35 875	54 073
Autres charges d'exploitation bancaire (Note 25)	-2 322	-1 621
Produits nets des autres activités	-1 667	1
Produit net bancaire	445 565	451 762
Charges générales d'exploitation (Note 26)	-185 846	-198 470
- Frais de personnel	-82 994	-82 559
- Frais administratifs	-102 852	-115 911
Dotations aux amortissements et dépréciations sur les immobilisations corporelles et incorporelles	-11 156	-17 342
Résultat brut d'exploitation	248 563	235 950
Coût du risque (Note 28)	-176 114	-143 775
Résultat d'exploitation	72 449	92 175
Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Note 29)	-3 762	319
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0
Résultat courant avant impôt	68 687	92 494
Charges extraordinaires (Note 16)	0	-9 946
Produits extraordinaires		
Résultat après exceptionnel et avant impôt	68 687	82 548
Charge fiscale (Note 30)	-18 095	-20 470
Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition	50 592	62 078
Dotation aux amortissement et dépréciations des écarts d'acquisition (Note 16)	-37 067	-14 654
Intérêts minoritaires		
Résultat net part du groupe	13 525	47 424
Résultat net, part du groupe, par action en euros	1,07	3,74

III. – Notes annexes aux comptes consolidés

Note I. – Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés

Les comptes consolidés du groupe FRANFINANCE sont établis et présentés en conformité avec les principes comptables et les règles d'évaluation fixés par le Code de Commerce, selon les dispositions contenues dans le règlement ANC n° 2020-01 du 09 octobre 2020, relatif aux comptes consolidés, et conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et aux Sociétés de financement, modifié par les règlements ANC n° 2023-03 et n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Changement de méthode comptable

Conformément à l'article 271-2 du règlement ANC n° 2020-01 relatif aux comptes consolidés, les méthodes comptables utilisées pour l'établissement des comptes annuels s'appliquent pour l'établissement des comptes consolidés, sous réserve de l'application des méthodes propres à la consolidation, obligatoires ou optionnelles, prévues par ce règlement. L'Autorité des Normes Comptables a publié le 7 juillet 2023 le règlement n° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

Ce règlement modifie le règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, en supprimant la notion de transfert de charge au poste « Autres produits d'exploitation bancaire ».

Les impacts au niveau des postes concernés sont : suppression de la technique du transfert de charges dans le cadre de l'immobilisation des coûts salariaux de certains projets informatiques pour 1.815 K€, par la diminution du poste frais de personnel.

Principes et modalités de consolidation**Méthodes de consolidation**

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels de FRANFINANCE et de toutes les filiales significatives contrôlées par celle-ci.

Les méthodes de consolidation appliquées sont les suivantes :

— Intégration globale

Cette méthode s'applique aux entreprises contrôlées de manière exclusive, en général détention de la majorité des droits de vote.

— Intégration proportionnelle

Cette méthode s'applique aux entreprises contrôlées de manière conjointe avec d'autres actionnaires ou associés de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord, aucun des actionnaires ou associés ne détenant seul un contrôle exclusif.

— Mise en équivalence

Cette méthode s'applique aux entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sans en détenir le contrôle.

— Conversion des opérations en devises

Les opérations au bilan et au hors bilan, libellées en devises, sont converties au cours de clôture communiqué par la Banque de France. Le compte de résultat est converti sur la base de la moyenne mensuelle des cours.

Principaux retraitements effectués dans les comptes consolidés

Les principaux retraitements effectués pour l'élaboration des comptes consolidés concernent les postes suivants :

— Ecart d'acquisition

Le poste Ecart d'acquisition représente le solde des écarts non affectés à un poste du bilan, constatés à la date d'acquisition des titres consolidés, entre leur prix de revient et la part de situation nette correspondante.

L'écart d'acquisition dont la durée d'utilisation est limitée est amorti linéairement sur cette durée ; en cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. Si la valeur actuelle de l'écart d'acquisition est inférieure à la valeur comptable, cette dernière doit être ramenée à la valeur actuelle par la constatation d'une dépréciation. Aucune reprise de dépréciation n'est possible.

L'écart d'acquisition dont la durée d'utilisation est non limitée n'est pas amorti ; en contrepartie, il fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.

— Impôts différés

Les impôts différés résultent des différences temporaires entre le résultat comptable retraité et le résultat fiscal des sociétés consolidées.

Le taux d'impôt différé retenu au 31.12.2025 en incluant la contribution sociale de 3,3 % est de 25,83 % pour les sociétés intégrées fiscalement dans le groupe Société Générale.

Pour les sociétés non intégrées fiscalement, le taux d'impôt différé est de 25,83 %. Conformément à la méthode du report variable, l'effet correspondant est enregistré en augmentation de la charge d'impôt différé.

Les calculs d'impôts différés sont effectués au niveau de chaque entité fiscale et les impôts différés actif ne sont pris en compte qu'à hauteur du stock impôts différés passif constaté par l'entité à la date de clôture.

Principes comptables et méthodes d'évaluation**Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature**

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit, créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du Titre 1 au Livre II du règlement ANC n° 2014-07 modifié, les commissions reçues et les coûts marginaux encourus lors de l'octroi d'un crédit sont étalés au prorata du capital restant dû.

L'octroi de crédits à la consommation est réalisé dans le cadre d'un processus normé dont le score constitue la pierre angulaire. Les demandes de financement sont instruites via des outils d'acquisition qui collectent des données issues des bases internes et externes (Banque de France, base tiers, détection de fraude, gestion des refus récents...). Le dossier est soumis à un moteur de règles et de calcul de score. Les modèles de score font l'objet d'un monitoring trimestriel.

L'octroi de crédits aux entreprises repose sur des procédures qui varient suivant le montant du crédit consenti. L'acceptation de dossiers supérieurs à 150 K€ est réalisée par un chargé d'études, les dossiers de montants inférieurs sont acceptés à partir d'outils décisionnels experts et d'analyses de bilans par des spécialistes métiers.

Par application du Titre 2 au Livre II du règlement ANC n° 2014-07 modifié, qui abroge les règlements CRC antérieurs, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses :

- les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :
 - lorsque la contrepartie à plus de 90 jours d'impayés consécutifs ou lorsqu'il est en période probatoire pendant 90 jours sans impayés
 - lorsqu'il existe une saisine de surendettement
 - lorsque le contrat est restructuré avec un impayé de + 30 jours consécutifs durant sa période de surveillance ou en défaut au moment de la restructuration
 - lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré
 - lorsqu'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie
- lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis. L'identification intervient à la déchéance du terme.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois verra tous ses dossiers déclassés, en application du principe de la contagion, même si certains ne répondent pas encore aux critères de déclassement.

Les créances ont, le cas échéant, été minorées par voie de dépréciations pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

En crédit à la consommation, les clients douteux et douteux compromis font l'objet d'une dépréciation par populations homogènes auxquelles sont appliquées des taux de dépréciation issus des observations statistiques sur une longue période, pondérés en fonction des tendances récentes. Les montants d'encaissements prévisionnels sont actualisés sur la durée de recouvrement restant à courir au taux moyen initial de production des contrats. Les clients surendettés, dans leur ensemble, sont positionnés en clients douteux et ils font l'objet d'une dépréciation actualisée. Seuls les dossiers qui ne sont pas en contentieux ou surendettement peuvent, après régularisation de leurs impayés générant le déclassement initial, passer à nouveau en encours sain. Ces derniers dossiers font aussi l'objet d'une actualisation des espérances de récupération.

Le groupe Franfinance applique les directives établies par l'European Banking Authority (EBA) en matière d'exposition non performante et de crédits restructurés dans le respect des obligations réglementaires et comptables IFRS auxquelles le Groupe est astreint, en particulier les nouvelles déclinaisons de la réglementation européenne « Bâle III » ou CRD IV.

Sont dits restructurés les financements dont le montant, la durée ou les modalités financières sont modifiées contractuellement du fait de l'insolvabilité de l'emprunteur (que cette insolvabilité soit avérée ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration) dans le but d'assurer la pérennité des paiements.

Le périmètre des crédits restructurés se décline en 3 populations :

- Les encours en défaut au moment de la restructuration : seront mis en période de forçage (période de probation) d'une durée minimale de 12 mois en défaut. La sortie est conditionnée par l'absence d'impayés,
- Les encours en sain restructuré : A l'issue de la période de probation, une période de surveillance est appliquée durant 24 mois. Tout impayé de + 30 jours entraîne un retour en défaut. La sortie est conditionnée par l'absence d'impayés,
- Les encours sains au moment de la restructuration : seront mis en période de surveillance.

Les principes habituels du provisionnement s'appliquent aux crédits restructurés :

- Provisionnement spécifique tant que la contrepartie concernée est maintenue en défaut bâlois (restructuré avec contrepartie en défaut) ;
- Provision base portefeuille pour les contreparties inscrites en Noms sous Surveillance (ou watch list) après leur retour en sain.

Les provisions « base portefeuille », contrairement aux provisions spécifiques, ne sont pas affectées à une contrepartie mais à un ensemble de contreparties qui ne sont pas en défaut.

Les clients douteux et douteux compromis entreprises sont dépréciés individuellement à dire d'expert si la créance est de montant supérieur à 15 K€ et sinon statistiquement. Les récupérations prévisionnelles sont actualisées au taux moyen de rendement de l'encours des deux dernières années sur une période de recouvrement estimée. Les clients qui ne sont pas en procédure collective ou qui n'ont pas fait l'objet d'une résiliation de leur contrat peuvent, après régularisation de leurs impayés ayant généré le déclassement initial, passer à nouveau en encours sain.

Conformément à l'article 2231-3 du chapitre 3 sur le traitement comptable du risque de crédit dans le règlement ANC n° 2014-07 modifié, la reprise de dépréciation liée au passage du temps est comptabilisée en coût net du risque. Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et dépréciés en totalité pour la partie non encaissée.

Les créances sont inscrites en pertes dès que leur caractère irrécouvrable est prononcé. Celui-ci peut être déclaré dès lors qu'il est devenu impossible d'instrumenter le débiteur. Dans tous les cas, ce constat est formalisé pour chaque créance.

Sur une base volontaire, le groupe Franfinance comptabilise depuis l'exercice 2024 les pertes attendues sur encours sains (B1) et sur encours sains dégradés (B2) dans ses comptes consolidés.

Il s'agit d'une méthode de comptabilisation optionnelle, qui est une méthode de référence généralement souscrite par le secteur bancaire. En particulier, il s'agit d'une méthode préférentielle au sein du Groupe Société Générale.

Aussi, sans attendre qu'un risque de crédit avéré ait individuellement affecté une ou plusieurs créances ou engagements, et afin de fournir une meilleure information dans ses comptes consolidés au regard de son activité, le groupe Franfinance comptabilise une provision pour risque de crédit sur les encours sains non dégradés, à hauteur des pertes de crédit que le groupe Franfinance s'attend à subir à l'horizon d'un an.

Les pertes de crédit à un an sont évaluées en prenant en considération les données historiques et la situation présente, ainsi que des scénarios macro-économiques. Le montant de la provision est ainsi égal à la valeur actualisée des pertes de crédit attendues en tenant compte de la probabilité de survenance d'un événement de défaut au cours de l'année qui suit et, le cas échéant, de l'effet des garanties appelées ou susceptibles de l'être.

Par ailleurs, l'identification, au sein d'un portefeuille homogène de crédits, d'une dégradation significative du risque de crédit, donne lieu à l'enregistrement d'une provision à hauteur des pertes de crédit que le groupe Franfinance s'attend à subir à maturité sur ces encours.

Les pertes de crédit à maturité sont évaluées en prenant en considération les données historiques, la situation présente ainsi que des prévisions raisonnables d'évolution de la conjoncture économique et des facteurs macro-économiques pertinents jusqu'à la maturité des instruments. Le montant de la provision est ainsi égal à la valeur actualisée des pertes de crédit attendues en tenant compte de la probabilité de survenance d'un événement de défaut sur la durée de vie des instruments financiers concernés et, le cas échéant, de l'effet des garanties appelées ou susceptibles de l'être.

Les variations des provisions collectives pour risque de crédit ainsi calculées sont enregistrées en Coût du risque.

En outre, un impôt différé sur ces différences temporaires est enregistré dans les comptes consolidés.

Remarques concernant l'identification d'une dégradation significative du risque de crédit :

Pour identifier les encours faisant l'objet d'une provision collective pour risque de crédit, l'augmentation significative du risque de crédit est appréciée en tenant compte de toutes les informations historiques et prospectives disponibles (scores comportementaux, indicateurs de type « loan to value », scénarios de prévisions macro-économiques, etc.).

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit tient compte des éléments suivants :

- 1^{er} critère : l'existence d'une restructuration risque dans les 12 derniers mois ;
- 2^e critère : l'évolution de la probabilité de défaut contrat par contrat entre la date d'octroi et la date de clôture ;
- 3^e critère : l'existence d'impayés de plus de 30 jours.

La satisfaction d'un seul de ces critères suffit à provisionner un contrat sur une base collective.

Opérations de crédit-bail et assimilées

Cette rubrique regroupe les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou assimilées et de location simple. Les opérations de location assimilées au crédit-bail sont les opérations ayant pour finalité le financement d'un bien dont le bailleur n'a pas vocation à conserver la propriété à l'issue du bail.

Les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou assimilées sont portées au bilan consolidé pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité financière, c'est-à-dire pour le montant total des loyers à recevoir déduction faite des intérêts compris dans les loyers. Ces encours sont substitués à ceux qui sont déterminés d'après les règles fiscales et la réserve latente est inscrite dans les réserves consolidées pour un montant net d'imposition différé.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois verra tous ses dossiers déclassés, en application du principe de la contagion, même si certains ne répondent pas encore aux critères de déclassement. La contagion externe est appliquée sur les encours des clients communs avec les entités du Groupe Société Générale.

Les clients douteux et douteux compromis sont dépréciés individuellement à dire d'expert si la créance est de montant supérieur à 15 K€ et sinon statistiquement. Les récupérations prévisionnelles sont actualisées au taux moyen de rendement de l'encours des deux dernières années sur une période de recouvrement estimée.

Immobilisations financières et valeurs mobilières

Il a été appliqué pour les valeurs mobilières, les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables, l'instruction 94-07 de la Commission Bancaire ainsi que les prescriptions du Titre 3 au Livre II du règlement n° 2014-07 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, qui reprend le règlement n° 90-01 modifié du Comité de la Réglementation

Bancaire. Conformément à ces textes, les titres sont répartis, le cas échéant, en titres d'investissement, de placement ou de transaction.

Les titres de participation, les autres titres immobilisés, ainsi que les valeurs mobilières de placement ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, ou à leur valeur réévaluée, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Ces titres ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de dotation pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice, sauf pour les titres d'investissement qui restent à leur valeur historique.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré. Les plus ou moins-value de cession de titres de participation sont comptabilisées dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat. Il n'a pas été transféré de titres d'une catégorie comptable à une autre durant l'année 2025.

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur valeur d'entrée majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Immobilisations des études informatiques : les prestations d'études informatiques réalisées par des entreprises externes et par le personnel sont comptabilisées en frais généraux ou en immobilisations en fonction de la nature des travaux effectués, à savoir :

Frais généraux	Immobilisations
<ul style="list-style-type: none"> • Pilotage/ coordination • Etudes préalables et analyse fonctionnelle (conception générale de l'application) 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse organique (conception détaillée) • Développement de l'application • Tests et jeux d'essai (y compris recette et homologation) • Documentation technique et documentation des utilisateurs

Amortissements

D'une manière générale, les amortissements sont calculés sur la durée probable d'utilisation des biens selon la méthode linéaire ou dégressive. Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Agencements et aménagements : 8 et 15 ans
- Mobilier et matériel de bureau : 5 ans à 15 ans
- Matériel et outillage : 4 ans à 6 ans
- Matériel de transport : 4 ans à 8 ans
- Matériel informatique : 4 à 5 ans
- Logiciels : 2 à 4 ans
- Projets informatiques : 3 à 5 ans

Les dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation sont portées dans les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

Dans les comptes financiers, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable est représentée par la réserve latente brute. Cette dernière s'élevait à 690.527 K€ à l'ouverture et à 641.847 K€ au 31/12/2025.

Suramortissement fiscal

Franfinance Location et Fenwick Lease bénéficient du suramortissement fiscal exceptionnel de 140 % issu de la loi de finance 2016. Ce suramortissement crée lors de l'acquisition initiale de l'actif une différence temporaire, qui sauf exception, donne lieu à la comptabilisation d'impôts différés. Selon la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, dans les comptes consolidés, l'économie future d'impôt liée au suramortissement peut-être, au choix, reconnue au fur et à mesure de son obtention sur la durée d'utilisation de l'actif ou immédiatement et en totalité à la date de l'investissement. Pour les entités du groupe Franfinance aucun impôt différé actif n'est constaté lors de l'acquisition. L'économie fiscale est étalée sur la durée d'utilisation de l'actif.

Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou d'après leur nature : dettes à vue (comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; autres dépôts pour la clientèle. Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, à l'exclusion des titres subordonnés parmi les dettes subordonnées. Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes subordonnées

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Les intérêts courus à payer sur dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Opérations sur les instruments financiers à terme

Les opérations de couverture, portant sur les instruments financiers, sont enregistrées conformément aux dispositions de l'instruction n° 94-04 de la Commission Bancaire et des prescriptions du Livre 2 au Titre 5 du Règlement n° 2014-07 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, qui se substitue aux règlements n° 88-02 et 90-15 du Comité de la Réglementation Bancaire.

Aucun engagement relatif à des opérations sur instruments financiers n'est inscrit dans les comptes de hors bilan à la clôture de l'exercice puisque le groupe FRANFINANCE ne gère pas de telles opérations sur instruments financiers à terme en 2025.

Frais de personnel

La rubrique Frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel. Elle comprend les montants de la participation des salariés et de l'intéressement se rattachant à l'exercice.

Tout salarié, ainsi que le salarié qui a quitté l'entreprise mais qui bénéficie au titre de l'exercice concerné du droit à participation et intéressement, pourra, dans les quinze jours suivant la communication afférente, affecter tout ou partie de la part de participation et d'intéressement lui revenant au Plan d'Epargne Groupe. Le versement entraîne adhésion au règlement du plan concerné. Il est complété par un abondement de Franfinance conformément au règlement du Plan d'Epargne Groupe. Les montants investis dans le plan sont bloqués pendant cinq ans, sauf survenance d'un cas de déblocage anticipé, et sont exonérés d'impôt sur le revenu dans la limite d'un montant égal à la moitié du plafond annuel de la sécurité sociale.

Franfinance accorde à ses salariés :

- des avantages postérieurs à l'emploi, tels que le régime de retraite national AGIRC-ARRCO à cotisations définies (dont le régime fonctionne par répartition) et des indemnités de fin de contrat de travail,
- des avantages à long terme, tels que les médailles du travail.

Avantages postérieurs à l'emploi

Les cotisations définies versées par FRANFINANCE au titre de l'assurance vieillesse obligatoire et des régimes de retraite nationaux constituent des charges de l'exercice.

Une provision est enregistrée au passif du bilan en Provisions pour risques et charges pour couvrir les indemnités de fin de contrat de travail. Elle est évaluée régulièrement par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. FRANFINANCE applique la recommandation de l'ANC 2013-02 qui permet à une entreprise faisant partie d'un groupe établissant ses comptes consolidés en IFRS d'évaluer et de comptabiliser les avantages postérieurs à l'emploi de manière similaire à la norme IAS 19 Révisée. La recommandation ANC n° 2013-02 révisée offre la possibilité d'étaler l'engagement sur la période qui précède l'âge de départ en retraite, permettant d'atteindre le plafond. FRANFINANCE applique cette méthode depuis l'exercice 2021.

Avantages à long terme

Une provision est enregistrée au passif du bilan en Provisions pour risques et charges pour couvrir les médailles du travail, elle est évaluée avec la même méthode des unités de crédit projetées.

Le montant global des rémunérations allouées, au titre de l'exercice, à l'ensemble des membres des organes de direction à raison de leurs fonctions s'élève à 962 K€.

Le montant total des jetons de présence versés au titre de 2025 à un administrateur indépendant du conseil d'administration est de 5 K€. Aucune avance, ni crédit n'a été consenti aux membres des organes de direction et d'administration.

Provisions pour risques

Par application du règlement ANC n° 2014-03 qui définit un passif, un passif éventuel et une provision, et qui prescrit leur comptabilisation, une provision est comptabilisée pour des risques et charges nettement précisées quant à leur objet, si :

- à la date de clôture l'entité a une obligation à l'égard d'un tiers ;
- il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci après la date de clôture

Les provisions liées aux engagements envers le personnel sont décrites au paragraphe : Frais de personnel.

Charge fiscale

Les sociétés FRANFINANCE et FRANFINANCE LOCATION sont entrées dans le périmètre d'intégration fiscale de la SOCIETE GENERALE le 01 janvier 1995, FENWICK LEASE le 01 mars 2004, FRANFINANCE LA REUNION le 01 janvier 2011 et CEGELEASE le 01 janvier 2019. Pour ces entités juridiques, le produit ou la charge d'intégration fiscale est constaté au titre dudit exercice.

En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés pour 2025 est de 25,0 % du bénéfice fiscal, auquel s'ajoute une contribution sociale additionnelle de 3,3 % sur la part de l'IS qui excède 763.000 €.

Résultat par action

Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net part du groupe, attribuable aux actionnaires, par le nombre d'actions.

Note II. – Evolution du périmètre

Le périmètre de consolidation comprend cinq sociétés au 31 décembre 2025, avec la sortie de la société Disponis du périmètre de consolidation au cours de l'exercice écoulé.

Le périmètre de consolidation du Groupe Franfinance est le suivant à la clôture de l'exercice 2025 :

- Sociétés consolidées par intégration globale : Franfinance, Franfinance Location, Franfinance La Réunion, Fenwick Lease et Cegelease.
- En outre, Franfinance intègre dans ses comptes consolidés le Fonds commun de titrisation Red & Black Consumer 2013.

La titrisation, lancée le 08 octobre 2013, puis renouvelée en septembre 2016, en octobre 2020 et enfin en octobre 2024, pour quatre années, consiste à céder des créances Franfinance au FCT spécifiquement créé à cet effet et émettant des titres de différentes natures :

- des parts dites « senior » pour un montant de 2.600 M€, disposant de meilleur rang d'allocation des disponibilités du FCT et notées AAA par au moins deux agences de notation. Elles sont souscrites par SGPM et paient un coupon à taux fixe de 1 %,
- des parts dites « junior » pour un montant de 755 M€, souscrites par Franfinance,
- deux parts résiduelles pour un montant de 300 €, également souscrites par Franfinance, qui ont pour vocation d'attribuer au cédant la marge sur l'encours cédé.

Les fonds reçus consécutivement à la cession des créances au FCT sont replacés auprès de la Société Générale.

De ce fait, Franfinance conserve l'intégralité des refinancements mis en place avant la titrisation dans le cadre de l'adossement de la production.

La titrisation porte sur le portefeuille de crédits classiques Espresso dont les règles d'éligibilité doivent rendre possible l'opération à un maximum de créances tout en respectant les exigences réglementaires et la notation AAA de la tranche « senior ».

L'opération de titrisation est qualifiée d'interne autoportée, car le groupe Société Générale détient tout le refinancement du véhicule de titrisation, ce qui justifie la consolidation du FCT dans Franfinance.

Le montant du portefeuille titrisé à la clôture 2025 est de 3,35 Md €.

La variation du périmètre de consolidation de Franfinance concerne donc la sortie de périmètre de la société Disponis, détenue antérieurement à 100 % par Franfinance et consolidée par intégration globale. La société a fait l'objet d'une TUP dans Franfinance en date du 12 décembre 2025. Le mali comptable de confusion constaté sur cette opération, à hauteur de 184 K€, a été comptabilisé en autres charges d'exploitation.

Le capital social de Franfinance est détenu par SGPM à hauteur de 84,54 % et par SG Financial Services Holding pour 15,45 %.

FRANFINANCE SA est sous la supervision de la direction du Réseau France - SGRF - de la Société Générale.

Les sociétés CFC Services et Eurofarmat, détenues à 100 %, ainsi que la SA Concilian détenue à 49 %, ne sont pas consolidées car présentant une activité peu significative au 31/12/2025.

Enfin, la société de droit tunisien TASSHIL, non consolidée, est en cours de liquidation.

Note III. – Faits marquants de l'exercice

Ecart d'acquisition Cegelease

A la suite du test annuel de dépréciation de l'écart d'acquisition d'un montant de 61.7 M€ de la filiale Cegelease, ce dernier a fait l'objet d'une dépréciation complémentaire de 37.1 M€, correspondant à la différence entre, d'une part, la somme de l'écart d'acquisition et des fonds propres de la filiale Cegelease au 31/12/2025, et la valorisation retenue pour le test de dépréciation. A l'issue de cette opération, comptabilisée dans le poste dotation aux dépréciations des écarts d'acquisition, ce dernier est déprécié à 100 % à la clôture 2025.

Partenariat SGEF SA

En mars 2024, le Groupe SG a annoncé la cession de la ligne métier SGEF à BPCE, avec une date de closing de l'opération le 28/02/2025. Les impacts de cette cession pour le groupe Franfinance s'inscrivent dans le cadre des décisions négociées entre les groupes SG et BPCE et déclinées au sein du groupe Franfinance.

Pour rappel, depuis 2014, Franfinance Location et Franfinance, dont la partie FAE avait été détachée de la BU SGEF pour rejoindre BDDF, ont maintenu des liens opérationnels et financiers avec la ligne métier SGEF.

Dans ce cadre, Franfinance et Franfinance Location assuraient la mise en place et la gestion des opérations de financement apportées par SGEF SA pour ses partenariats internationaux, sous le nom de portefeuille IVD (International Vendor Desk), sous forme de contrats de crédits et de crédit-bail en EUR et en USD logés chez Franfinance, et de contrats de location financière en EUR pour Franfinance Location.

Ce partenariat s'est poursuivi au cours de l'exercice 2025 jusqu'au closing de l'opération.

Société Générale garantissait ces dossiers, et percevait à ce titre une commission versée par les deux sociétés.

Les actifs IVD cédés par le groupe Franfinance à BPCE le 30 avril 2025 s'établissent à 235,1 M€ (226,7 M€ + 8,4 MUSD), calculés sur la base d'une valeur de marché du portefeuille IVD, auquel s'ajoutent différents actifs comptables liés au portefeuille et nets des éléments de risques.

Les passifs apportés étaient constitués d'une part de passifs comptables liés au portefeuille, et d'autre part d'emprunts de montants équivalents à l'actif, et mis en place aux conditions de taux de marché au 28/04/2025, apportés par le groupe Franfinance un jour avant la cession, ces passifs étant remboursés directement par BPCE à la SG le 30/04/2025. Les emprunts historiques ayant servi au refinancement du portefeuille IVD à l'origine ont été remboursés par les deux sociétés à la centrale de trésorerie Groupe DFIN/ALT le 30/04/2025, entraînant le versement d'une soulte de 1.6 M€.

Le fonds commercial cédé a été valorisé par le Groupe SG à 550.000 € pour le groupe Franfinance.

Note IV. – Evénements post clôture

Depuis 2011, Franfinance Location collabore avec une entreprise spécialisée dans la location de barriques pour le secteur viticole (« Le Loueur »). Dans le cadre des relations d'affaires entretenues avec le Loueur, Franfinance Location rachète régulièrement les équipements loués et les contrats associés. Au cours du mois de février 2026, Franfinance Location a reçu une vingtaine de demandes de réaménagement de contrats en provenance d'exploitants et concernant des contrats cédés à Franfinance Location par le Loueur. Ce dernier a annoncé le 25 mars 2026 se placer sous la protection du Tribunal. Ces événements n'ont pas d'incidence sur les états financiers 2025 et les risques à ce stade ne peuvent être estimés de manière fiable. Ils feront l'objet d'un suivi rapproché au cours de l'exercice 2026.

Par ailleurs, l'escalade récente du conflit au Moyen-Orient intervenue à compter du 28 février 2026 constitue un événement postérieur à la clôture sans incidence sur les comptes consolidés. A date, aucun impact significatif pour le Groupe n'a été identifié, étant précisé que le niveau d'incertitude sur les conséquences directes et indirectes du conflit demeure élevé.

Note 3. – Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Créances à vue	159 902	183 472
Créances à terme	4 408 598	4 409 399
Créances rattachées	20 017	24 540
Total	4 588 517	4 617 411

Note 4. – Créances sur la clientèle

(En milliers d'euros.)	2025			2024		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances commerciales						
Autres concours à la clientèle :	9 623 952	-450 876	9 173 076	9 884 833	-493 979	9 390 854
Crédits à la clientèle	8 723 756		8 723 756	8 886 201		8 886 201
Créances douteuses	460 845	-166 679	294 166	483 071	-184 032	299 039
Créances douteuses compromises	408 121	-284 197	123 924	486 206	-309 947	176 259
Créances rattachées	31 230		31 230	29 355		29 355
Comptes débiteurs de la clientèle :	802		802	859		859
Comptes débiteurs	802		802	859		859
Créances rattachées	0		0	0		0
Total	9 624 754	-450 876	9 173 878	9 885 692	-493 979	9 391 713

Dépréciations des créances douteuses sur la clientèle

(En milliers d'euros.)	2024	Dotations	Reprises	Cessions de créances	2025
Créances douteuses (1)	184 032	155 750	-137 557	-35 546	166 679
Créances douteuses compromises	309 947	266 768	-170 735	-121 783	284 197
Total	493 979	422 518	-308 292	-157 329	450 876

(1) Les pertes constatées en 2025 s'élèvent à 44 124 K€ contre 61 773 K€ en 2024

Note 5. – Opérations de crédit-bail et de location assimilées

(En milliers d'euros.)	2025			2024		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Crédit bail mobilier et assimilé :	395 413	-22 213	373 200	491 526	-21 883	469 643
Opérations de crédit bail mobilier	326 873		326 873	416 257		416 257
Créances douteuses	48 532	-17 858	30 674	51 618	-17 478	34 140
Créances douteuses compromises	8 328	-4 355	3 973	9 545	-4 405	5 140
Créances rattachées	11 680		11 680	14 106		14 106
Locations et assimilées	1 844 376	-82 366	1 762 010	2 108 085	-74 240	2 033 845
Opérations de location et assimilés	1 692 615		1 692 615	1 937 599		1 937 599
Créances douteuses	95 301	-58 627	36 674	100 872	-54 421	46 451
Créances douteuses compromises	31 115	-23 739	7 376	30 915	-19 819	11 096
Créances rattachées	25 345		25 345	38 699		38 699
Total	2 239 789	-104 579	2 135 210	2 599 611	-96 123	2 503 488

Dépréciations des créances douteuses sur opérations de crédit-bail et assimilées

(En milliers d'euros.)	2024	Dotations	Reprises	2025
Crédit bail mobilier et assimilé	21 883	9 896	-9 566	22 213
Créances douteuses	17 478	7 057	-6 677	17 858
Créances douteuses compromises	4 405	2 839	-2 889	4 355
Locations et assimilées	74 240	29 940	-21 814	82 366
Créances douteuses	54 421	21 192	-16 986	58 627
Créances douteuses compromises	19 819	8 748	-4 828	23 739
Total	96 123	39 836	-31 380	104 579

Note 6. – Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

(En milliers d'euros.)	% détenu	Capitaux propres sociaux autres que capital hors provisions réglementées et avant affectation du résultat	Capitaux propres financiers autres que capital et avant affectation du résultat	Résultat 2025	Valeur comptable des titres détenus		
					Brute 2025	Nette 2025	Nette 2024
- CONCILIAN SA	49,00 %	7	10 139	1 513	7	7	7
- TASSHIL SA (en cours de liquidation)	34,98 %	369	0	0	369	0	0
- CFC SERVICES	100,00 %	-40	1 693	-240	3 636	1 693	2 506
- EUROFARMAT	100,00 %	434	434	246	211	211	211
Total					4 223	1 911	2 724

Note 6. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	2025	2024
- CFCS	701	545
- EUROFARMAT	0	70
- CONCILIAN	531	0
Total	1 232	615

Note 7. – Immobilisations incorporelles et corporelles

(En milliers d'euros.)	Valeur brute au 31/12/2024	Acquisitions	Diminutions / Cessions	Autres mouvements	Valeur brute au 31/12/2025	Amortissements au 31/12/2025	Valeur nette comptable 31/12/2025	Valeur nette comptable 31/12/2024
Immobilisations incorporelles								
Fonds commercial	0		-550	550	0		0	0
Droit au bail	0				0		0	0
Logiciels, frais études informatiques	78 638			8 035	86 673	-69 455	17 218	17 687
Autres	57 597	7 125	-275	-8 030	56 417	-45 230	11 187	14 713
Sous-total	136 235	7 125	-825	555	143 090	-114 685	28 405	32 400
Immobilisations corporelles								
Terrains, immeubles	24		-24		0		0	2
Agencements et aménagements	7 463		-6 528		935	-557	378	453
Matériel et mobilier de bureau	4 315		-2 916		1 399	-1 206	193	375
Sous-total	11 802	0	-9 468	0	2 334	-1 763	571	830
Total	148 037	7 125	-10 293	555	145 424	-116 448	28 976	33 230

Le fonds commercial IVD a été cédé à BPCE dans le cadre de l'opération de cession de la ligne métier SGEF pour un montant de 550 K€, comme indiqué dans les faits marquants de l'exercice.

Note 8. – Autres actifs

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Fournisseurs débiteurs	17	149
Etat, impôts et taxes (1)	13 429	30 292
Groupe et associés (2)	16 635	19 691
Débiteurs divers	20 299	8 573
Total	50 380	58 705

(1) Crédit de TVA de 12.451 K€ en 2025 contre 30.081 K€ en 2024.

(2) IS dû par la SG 4.199 K€ en 2025 contre 7.271 K€ en 2024

Note 9. – Comptes de régularisation - Actif

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Produits à recevoir	23 743	35 095
Provision pour Impôts différés Actif (1)	46 667	40 911
Charges constatées d'avance	18 912	11 161
Divers	9	1 209
Total	89 331	88 376

(1) Ventilation des provisions pour impôts différés actif

(En milliers d'euros.)	2025	2024
- Amortissements réputés différés		
- Différences temporaires	46 667	40 911
Total	46 667	40 911

Note 10. – Emplois ventilés selon la durée restant à courir

(En milliers d'euros.)	Durée restant à courir au 31/12/2025					Total
	0 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Créances sur les établissements de crédit	813 312	97 312	187 132	2 330 507	1 160 254	4 588 517
- A vue	159 902					159 902
- A terme	653 410	97 312	187 132	2 330 507	1 160 254	4 428 615
- Créances rattachées						0
Créances sur la clientèle	991 311	2 420 562	2 287 061	2 825 173	649 771	9 173 878
- Autres concours à la clientèle	990 509	2 420 562	2 287 061	2 825 173	649 771	9 173 076
- Comptes débiteurs de la clientèle	802					802
Total	1 804 623	2 517 874	2 474 193	5 155 680	1 810 025	13 762 395

Note 11. – Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Dettes à vue	120 874	122 183
Dettes à terme	11 458 090	11 945 975
Dettes rattachées	67 626	71 914
Total	11 646 590	12 140 072

Note 12. – Comptes créditeurs de la clientèle

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Autres dettes à vue	8 223	8 641
Autres dettes à terme	119	142
Dettes rattachées	0	0
Total	8 342	8 783

Note 13. – Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Titres de marché interbancaire et titres de créances négociables	0	0
Parts senior FCT Red&Black Consumer Finance 2013	2 600 000	2 600 000
Dettes rattachées	712	854
Total	2 600 712	2 600 854

Note 14. – Autres passifs

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Dettes fournisseurs	25 063	26 727
Fournisseurs, Effets à payer	0	0
Etat, impôts et taxes	22 646	39 168
Organismes sociaux	2 876	2 835
Dépôts de garantie	6	1 083
Assurances	10 765	15 453
Groupe et associés (1)	31 038	30 144
Créditeurs divers	5 350	50 791
Total	97 744	166 201

(1) IS dû à la SG 28.944 K€ en 2025 contre 27.410 K€ en 2024

Note 15. – Comptes de régularisation - Passif

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Produits constatés d'avance	27 730	32 600
Charges à payer frais généraux	37 541	48 063
Provisions pour impôts différés (1)	132 800	133 080
Provisions pour congés payés	12 370	11 588
Provision pour participation et intéressement	4 065	4 434
Divers	28 212	44 943
Total	242 718	274 708

(1) Ventilation des provisions pour impôts différés passif

(En milliers d'euros.)	2025	2024
- Réserves latentes	177 887	178 363
- Amortissements réputés différés		
- Différences temporaires	-45 087	-45 283
Total	132 800	133 080

Note 16. – Ecart d'acquisition

(En milliers d'euros.)	Brut 2024	Net 2024	Brut 2025	Dotation aux dépréciations 2025	Net 2025
Ecart d'acquisition positif	61 667	37 067	61 667	37 067	0
Total	61 667	37 067	61 667	37 067	0

L'écart d'acquisition constaté en 2023 provient de la première consolidation de la société CEGELEASE. Cet écart d'acquisition n'est pas affecté à un groupe d'actifs de l'entité mais rapporté à la situation nette de l'entité. Il n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test annuel de dépréciation.

La dépréciation de 37.067 K€ de l'écart d'acquisition Cegelease enregistrée en 2025 correspond à la différence entre la valorisation estimée de l'entité à fin 2025 et la somme de l'écart d'acquisition net à fin 2024 et des capitaux propres de Cegelease au 31/12/2025.

L'écart d'acquisition est donc provisionné à 100 % à la clôture 2025.

Note 17. – Provisions

	2024	Dotations	Reprises provisions	2025
Provisions pour avantages sociaux (1)	8 421	3 883	-4 012	8 292
Provisions B1/B2 sur encours bilan et hors bilan sains	202 885	174 017	-185 667	191 235
Autres provisions	5 140	24 367	-22 030	7 477
Total	216 446	202 267	-211 709	207 004

(1) Les provisions pour avantages sociaux FRANFINANCE intègrent :

- une provision de 5 104 K€ au 31/12/2025 contre 5 176 K€ au 31/12/2024 pour couvrir les indemnités de fin de carrière.

- une provision de 1 633 K€ au 31/12/2025 contre 1 719 K€ au 31/12/2024 pour couvrir les médailles du travail.

Les provisions ont été évaluées par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées :

- pour les indemnités de fin de carrière, le taux d'actualisation retenu sur la France est de 3,53 % contre 3,25 % en 2024
- pour les médailles du travail, le taux d'actualisation retenu est de 3,38 % contre 3,18 % en 2024

Note 18. – Evolution des capitaux propres et des intérêts minoritaires

(En milliers d'euros.)	Solde au 31/12/2023	Solde au 31/12/2024	Bénéfice 2024	Distribution dividendes (3)	Autres variations	Solde au 31/12/2025
Capital et primes d'émission (3)						
Capital social	31 358	202 912				202 912
Primes d'émission	91 495	758 064				758 064
	122 853	960 976	0	0	0	960 976
Réserves consolidées et réserves de réévaluation	460 795	317 251	47 424	-73 556	-525	290 594
	583 648	1 278 227	47 424	-73 556	-525	1 251 570
Bénéfice part du groupe	-23 896	47 424	-47 424		13 525	13 525
Situation nette Part groupe	559 752	1 325 651	0	-73 556	13 000	1 265 095
Intérêts minoritaires						
Part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres	0	0				0
Bénéfice part des tiers	0	0				0
Situation nette minoritaires	0	0	0	0	0	0
Nombre d'actions	1 959 861	12 681 999				12 681 999
Résultat net par action en euros (1)	-12,19	3,74				1,07
Résultat net, part du gpe, par action en € (2)	-12,19	3,74				1,07

(1) Le résultat net par action correspond au bénéfice (part du groupe et part des tiers) divisé par le nombre d'actions.

(2) Le résultat net part du groupe par action correspond au bénéfice part du groupe divisé par le nombre d'actions.

(3) La distribution de dividendes comprend le dividende Franfinance au titre de 2024 pour 73.556 K€

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres				
	En début d'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice	Valeur nominale
Actions ordinaires	12 681 999			12 681 999	16 €

N

ote 19. – Ressources ventilées selon la durée restant à courir

(En milliers d'euros.)	Durée restant à courir au 31/12/2025					Total
	0 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Dettes sur les établissements de crédit	1 345 449	2 966 298	2 854 488	3 739 251	741 104	11 646 590
- A vue	120 736	139				120 875
- A terme	1 180 539	2 942 709	2 854 488	3 739 251	741 104	11 458 091
- Dettes rattachées	44 174	23 450				67 624
Comptes créditeurs de la clientèle	8 342	0	0	0	0	8 342
- A vue	8 223					8 223
- A terme	119					119
Dettes représentées par un titre	598	18	24	1 260 484	1 339 588	2 600 712
Total	1 354 389	2 966 316	2 854 512	4 999 735	2 080 692	14 255 644

Note 20. – Engagements hors-bilan

Engagements donnés

(En milliers d'euros.)	Total 31/12/2025	Au profit de :				Autres
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	
Engagements en faveur de la clientèle	1 771 902					1 771 902
Engagements de garantie (1)	113 947					113 947
Engagements sur titres à livrer						
Total	1 885 849	0	0	0	0	1 885 849

(1) Engagements de garantie donnés à La Banque Postale Leasing & Factoring

Engagements reçus

(En milliers d'euros.)	Total 31/12/2025	Accordés par :				Autres
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	
Engagements de financement (1)	381 063				356 000	25 063
Engagements de garantie	200 386					200 386
Total	581 449	0	0	0	356 000	225 449

(1) Accord de refinancement SG

Note 21. – Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

FRANFINANCE et les entités incluses dans le périmètre de consolidation du groupe FRANFINANCE, n'ont pas réalisé de transactions avec des parties liées relevant des termes du règlement ANC n° 2010-05

Note 22. – Produits et charges d'intérêts

Opérations avec les établissements de crédits (En milliers d'euros.)	2025	2024
Opérations avec les banques centrales, les Comptes Courants Postaux et les établissements de crédit	77 223	96 153
Total des produits (1)	77 223	96 153
Opérations avec les banques centrales, les Comptes Courants Postaux et les établissements de crédit	-328 535	-332 638
Total des charges (2)	-328 535	-332 638
Total net des opérations avec les établissements de crédit	-251 312	-236 485

(1) Dont intérêts courus à recevoir de 24.540 K€ en 2024 et 20.017 K€ en 2025

(2) Dont intérêts courus à payer de 71.914 K€ en 2024 et 67.626 K€ en 2025

Opérations avec la clientèle (En milliers d'euros.)	2025	2024
Autres concours à la clientèle	519 234	479 641
Total des produits (1)	519 234	479 641
Autres dettes envers la clientèle	-6 976	-5 597
Total des charges	-6 976	-5 597
Total net des opérations avec la clientèle	512 258	474 044
<i>(1) Dont intérêts courus à recevoir 31.230 K€ en 2025</i>		

Obligations et titres à revenu fixe (En milliers d'euros.)	2025	2024
TCN émis	0	0
Total des charges	0	0
Total net des opérations sur obligations et titres à revenu fixe	0	0

Autres intérêts et charges assimilées (En milliers d'euros.)	2025	2024
Gains sur instruments de taux		
Total des produits	0	0
Autres dettes représentées par des titres - Parts senior Red&Black CF 2013	-26 000	-16 793
Total des charges	-26 000	-16 793
Total net des autres intérêts et charges assimilées	-26 000	-16 793

Total des produits	596 457	575 794
Total des charges	-361 511	-355 028
Produits nets d'intérêts	234 946	220 766

Note 23. – Produits nets des opérations de crédit-bail et de location

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Crédit-bail mobilier et assimilé	17 359	19 879
Locations et assimilées	113 159	110 883
Total	130 518	130 762

Note 24. – Commissions

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Produits des commissions	85 716	85 410
Charges des commissions (1)	-38 724	-38 196
Produits nets de commissions	46 992	47 214
<i>(1) Dont 2.715 K€ de commissions versées en 2025 à SG et SGEF dans le cadre de la convention Vendor Desk.</i>		

Note 25. – Autres produits et charges d'exploitation

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Refacturations à SGEF SA	658	1 136
Refacturations à STAR LEASE	4 319	5 070
Refacturations à PMCF	169	366
Refacturations à SOGELEASE	11 079	9 517
Refacturations à SOCIETE GENERALE	5 372	5 133
Boni TUP SAGEM	0	14 950
Autres produits	14 278	17 901
Total autres produits	35 875	54 073
Autres charges d'exploitations bancaires (1)	-2 322	-1 621
Total autres charges	-2 322	-1 621
Produits nets d'exploitations bancaires	33 553	52 452

Note 26. – Charges générales d'exploitation

Frais de personnel (En milliers d'euros.)	2025	2024
Montant de la masse salariale	52 081	51 357
Autres charges sociales et fiscales (1)	28 926	28 591
Participation et intéressement	1 987	2 611
Total	82 994	82 559

(1) Le montant des cotisations définies versées au titre de l'assurance vieillesse obligatoire et des régimes de retraite nationaux s'élève à 8 370 K€ en 2025 contre 8 190 K€ en 2024

Conformément à l'article L. 225-43 du code du commerce, aucun crédit ou avance n'a été alloué aux dirigeants.

Frais administratifs (En milliers d'euros.)	2025	2024
Impôts et taxes	10 375	4 890
Locations et charges locatives	3 760	10 235
Honoraires (1)	18 138	27 157
Affranchissement, téléphone	3 610	5 825
TVA non récupérable	11 050	9 317
Prestations de services extérieurs (2)	45 452	49 124
Frais de marketing (frais de publicité, de missions, réceptions,...)	5 848	4 932
Autres	4 619	4 431
Total	102 852	115 911

(1) Les honoraires des CAC s'élèvent en 2025 à 551 K€ dont 454 K€ sur FRANFINANCE, 51 K€ sur FENWICK LEASE, 30 K€ sur FRANFINANCE LOCATION, 15 K€ sur Franfinance La Réunion et 55 K€ sur CEGELEASE

(2) Les refacturations du groupe Société Générale s'élèvent à 23.5 M€ en 2025 (dont 12.26 M€ de prestations externalisées chez RESG/GTS) contre 24,4 M€ en 2024 (dont 13.3 M€ de prestations externalisées chez RESG/GTS)

Note 27. – Ventilation de l'effectif moyen

Catégories de salariés	2025		2024	
	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	584	49	620	68
Agents de maîtrise	268	0	270	0
Techniciens	66	7	88	7
Total	918	56	978	75

Note 28. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	2025		2024	
	Sur créances	Sur opérations hors bilan	Sur créances	Sur opérations hors bilan
Pertes sur clients et débiteurs divers	-83 234		-112 591	
Dotations aux dépréciations sur clients douteux et débiteurs divers douteux	-465 329	-3 319	-501 805	-4 499
Reprises de dépréciations sur clients douteux et débiteurs divers douteux (1)	344 091	2 847	429 829	3 397
Dotations aux dépréciations sur clients sains B1	-72 765	-7 173	-73 977	-6 394
Dotations aux dépréciations sur clients sains dégradés B2	-90 167	-9 432	-100 246	-9 561
Reprises de dépréciations sur clients sains B1	74 917	7 266	77 675	6 424
Reprises de dépréciations sur clients sains dégradés B2	99 664	10 333	108 072	9 392
Profits sur clients	16 188		30 509	
Total	-176 635	522	-142 534	-1 241

(1) La reprise de dépréciation liée au passage du temps a été comptabilisée en coût du risque pour 16 223 K€ en 2025 contre 21 589 K€ en 2024

Note 29. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Plus-values sur immobilisations financières	0	319
Moins-values sur immobilisations financières	-4 312	0
Plus-values nettes sur titres de participations (1)	-4 312	319
Plus-values sur immobilisations incorporelles (2)	550	
Moins-values sur immobilisations corporelles		
Plus-values sur immobilisations corporelles		
Plus-values nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	550	0
Total plus-values nettes sur actifs immobilisés	-3 762	319
(1) Dotation aux dépréciations des titres CFCS pour 812 K€ en 2025 contre une reprise de provision de 319 K€ en 2024		
(2) Prix de cession du fond de commerce IVD à BPCE		

Note 30. – Charge fiscale

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Charge fiscale courante	-23 828	-20 351
Charge fiscale différée	5 733	-119
Prov risques & charges contrôle fiscal	0	0
Total	-18 095	-20 470

Composition de la charge fiscale différée

(En milliers d'euros.)	2025	2024
ID s/ différences temporaires	5 733	-119
ID s/étranger	0	0
Reports déficitaires	0	0
Total	5 733	-119

Rationalisation du taux effectif groupe

	2025	2024
Résultat courant avant impôt	72 187	92 494
- Résultat des sociétés mises en équivalence	0	0
Base	72 187	92 494
Taux d'impôt théorique	25,830 %	25,830 %
1. Différentiel sur éléments imposés à taux réduit		
2. Différences permanentes	0,060 %	-3,370 %
3. Effets des pertes de l'exercice non déductibles et des sociétés bénéficiaires sans impôt		
4. Différences temporaires	-0,630 %	
5. Déduction fiscale exceptionnelle en faveur de l'investissement (1)	-0,163 %	0,300 %
6. Autres éléments nets	2,613 %	-4,670 %
Taux Réel	27,710 %	18,090 %

(1) Détail de la base en milliers d'euros :

Sociétés / Années	2025	2024
Fenwick Lease	4	109
Franfinance Location	407	964
Total	411	1 073

Compte de résultats consolidés par zone géographique 2025

(En milliers d'euros.)	31/12/2025			
	France	Etranger zone Euro	Etranger hors zone Euro	Total
Intérêts et produits assimilés	596 457	0	0	596 457
+ Opérations avec les établissements de crédit	77 223			77 223
+ Opérations avec la clientèle	519 234			519 234
+ Autres intérêts et produits assimilés	0			0
Intérêts et charges assimilées	-361 511	0	0	-361 511
- Opérations avec les établissements de crédit	-328 535			-328 535
- Opérations avec la clientèle	-6 976			-6 976
- Obligations et titres à revenu fixe	-26 000			-26 000
- Autres intérêts et charges assimilées	0			0
Produits nets sur opérations de crédit bail et de location	130 518			130 518
Revenus des titres à revenu variable	1 232			1 232
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	366 696	0	0	366 696
Produits des commissions	85 716			85 716
Charges des commissions	-38 724			-38 724
Résultat net des opérations financières	-9			-9
Autres produits d'exploitation bancaire	35 875			35 875
Autres charges d'exploitation bancaire	-2 322			-2 322
Produits nets des autres activités	-1 667			-1 667
Produit net bancaire	445 565	0	0	445 565
Charges générales d'exploitation	-185 846	0	0	-185 846
- Frais de personnel	-82 994			-82 994
- Frais administratifs	-102 852			-102 852
Dotations aux amortissements et dépréciations sur les immobilisations corporelles et incorporelles	-11 156			-11 156
Résultat brut d'exploitation	248 563	0		248 563
Coût du risque	-179 614			-179 614
Résultat d'exploitation	68 949	0	0	68 949

Liste des sociétés consolidées au 31/12/2025

Nom de la société	Siège social	N° SIREN	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts
Méthode d'intégration globale FRANFINANCE SA	Tour Granite, 17, cours Valmy - CS 50318, 92972 Paris La Défense Cedex	719 807 406	Société Mère	
FRANFINANCE LOCATION	Tour Granite, 17, cours Valmy - CS 50318, 92972 Paris La Défense Cedex	314 975 806	100 %	100 %
FENWICK LEASE	Tour Granite, 17, cours Valmy - CS 50318, 92972 Paris La Défense Cedex	352 281 356	100 %	100 %
CEGELEASE	Area Englos 1 allée du Progrès, 59320 ENGLOS	622 018 091	100 %	100 %
FRANFINANCE LA REUNION	1, avenue du 14 juillet 1789 - CS 51032, 97829 Le Port Cedex	343 778 023	100 %	100 %

IV. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2025
À l'assemblée générale de la société Franfinance,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Franfinance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés " du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe " NOTE I - PRINCIPALES REGLES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES " au sein de la note de l'annexe des comptes consolidés qui expose les incidences de la première application du règlement ANC n° 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris La Défense, le 28 avril 2026
KPMG SA
Nicolas DE LUZE
Associé

Neuilly-sur-Seine, le 28 avril 2026
PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT
Amel HARDY-BEN BDIRA
Associée
Mathieu GICQUEL
Directeur

C. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Société.